GES-2. VUE CAVALIERE DU PREMIER XXE SIECLE

Surtout **d'après** :

- J.-J.Becker, *Les Français dans la Grande Guerre*, Robert Laffont, 1980, 324 p.
- J.-J.Becker & St.Audouin-Rouzeau, *La France, la nation, la guerre*, *1850-1920*, SEDES, coll. "Regards sur l'histoire", 1995, 387 p.
- D.Lejeune, *Les causes de la Première Guerre mondiale*, Armand Colin, coll. "Cursus", 1992, 126 p.
- D.Lejeune, *Entre guerre et paix. Les relations internationales de 1900 à 1950*, Ellipses, 1996, 288 p.

L'élément clé est, évidemment, la Première Guerre Mondiale, qui se termine par une victoire illusoire

La Seconde Guerre mondiale est la deuxième « débâcle » (*cf.* cours GÉS-1) mais se termine par le retour d'une France victorieuse

Revoir la chrono.

APHG

I. A LA VEILLE DE LA GUERRE DE 14

1°) Une veillée d'armes ?

a) Sentiment national et nationalisme

Une cause universelle de tension en Europe, les nationalismes :

Grande était depuis longtemps la vigueur des sentiments collectifs que furent la volonté d'affirmer les caractères du tempérament national, la méfiance à l'égard des influences étrangères et la "place au soleil" dans la domination coloniale. À vrai dire, cette dernière, tant qu'il y avait de vastes étendues à conquérir détournait les énergies de l'Europe et ne provoquait pas de graves frictions entre colonisateurs. Mais la raréfaction des territoires vierges de toute affirmation d'une domination européenne à la fin du XIXe siècle provoqua des tensions qu'illustre la célèbre rencontre de Fachoda en 1898 entre les impérialismes français et anglais.

Bien entendu **le sentiment national, le nationalisme, le chauvinisme, l'exaltation cocardière**, ne naissent pas du seul libre arbitre collectif des peuples, ils sont aussi le **legs de l'école, de l'éducation également, la preuve de l'action de l'État et des groupes de pression**. La **mystique nationaliste** peut permettre de dissimuler les divisions internes, de souder une communauté nationale, de diriger les ressentiments contre un ennemi extérieur, éventuellement prétendu ancestral : le panslavisme peut par exemple surmonter les problèmes internes russes. Les images stéréotypées sont colportées, l'ignorance est

maintenue, les voyages d'un pays à l'autre sont relativement rares, les peuples s'ignorent, les idées caricaturales perdurent. La **presse**, la grande presse quotidienne désormais accessible au plus grand nombre grâce à l'abaissement des coûts et à l'alphabétisation, joue sa partie, donnant aux litiges internationaux une résonance de plus en plus large, et elle fait volontiers appel à l'orgueil national.

b) L'évolution du nationalisme à la française

En France, le **nationalisme était devenu "de droite" à la fin du XIXe siècle, réalisant un glissement puisqu'à l'origine il était républicain et "à gauche"** (J.Bariéty & R.Poidevin, pp. 154-156). L'antidreyfusisme avait été l'occasion de développer un nationalisme virulent réussissant grâce à l'Action française l'opération de fédérer les droites. Pour l'heure il est incarné par les "ligues", par Rochefort, Déroulède et le nationalisme défensif et conservateur de Barrès et Maurras sans que personne ne réussisse à être le Boulanger de cette nouvelle crise de la République. Barrès en est l'écrivain, au nationalisme agressif, antisémite et xénophobe, auteur de *Scènes et doctrines du nationalisme* (1902).

Depuis dix ans, **le mot de "nationaliste"** était devenu d'usage courant grâce à un article de Barrès paru dans *Le Figaro* du 4 juillet 1892. Toutefois, le principe de cohésion n'est pas un homme, mais **l'antisémitisme**, mouvement très rassembleur et imprécis, dirigé comme partout en Europe au même moment contre des boucs-émissaires, en France particulièrement peu nombreux.

Cependant, **à partir de 1905 le nationalisme français fut moins un monopole de la droite**, ce que l'exemple de Péguy montre bien, et il resta littéraire, sans grande emprise sur les masses. La tradition historique, fondée par Jules Isaac (1877-1963), veut qu'à partir de 1905 les Français aient eu conscience d'un renouveau du « danger allemand ».

APHG

c) Crises et veillée d'armes ?

Les **crises** sont fréquentes, relativement peu européennes, et certaines d'entre elles rebondissent littéralement

En définitive, une veillée d'armes ? La réponse n'est sûrement pas affirmative, malgré les alliances nouées, pour l'instant du moins. Certes, l'approche du 1er janvier 1900 (qui n'était pourtant pas le premier jour du XXe siècle !) avait été marquée par une certaine crainte millénariste : le nouveau siècle ne serait-il pas celui de tous les dangers ? Mais jusque là, et par contraste avec le règne réel de la guerre au XXe siècle, la paix constitue en réalité "le cadre normal, allant de soi, de la vie sur le continent européen."

La formule est d' **Eric J. Hobsbawm**, qui ajoute peu après : "Entre 1871 et 1914, pour la plupart des pays occidentaux, la guerre en Europe appartenait au passé ou relevait de l'exercice de style pour un avenir indéterminé." En conséquence, les armées servent surtout aux expéditions coloniales, aux défilés militaires soutenant l'exaltation patriotique, et… au

maintien de l'ordre intérieur. On verra un exemple de ce maintien à la fin du chapitre suivant, traitant des origines économiques.

2°) Les mentalités profondes

a) La guerre, événement *possible*, peut-être *inévitable*

Le XIXe siècle avait philosophiquement annoncé la disparition "logique" de la guerre, **les crises de la charnière des deux siècles habituent tous les contemporains à deux idées emboîtées l'une dans l'autre : la guerre n'est plus un sujet tabou, mais un événement *possible*, peut-être *inévitable* ; elle peut être même un moyen licite de sélection entre les peuples**. Les certitudes ne sont pas encore bien nettes, générales et établies, comme la soumission à ce qu'on qualifiera plus tard de "fatalité". Chefs d'État et de gouvernement en viennent à penser que la guerre générale, plusieurs fois menaçante, est *possible* mais peu *probable*. C'est ainsi qu'en inaugurant la statue de Renan à Tréguier en 1903, Combes, président du Conseil français, déclare : "de quelque côté que se portent nos regards nous n'apercevons au-delà des frontières que des visages souriants ou tout au moins pacifiques."

Mais **les états-majors militaires** se sentent investis par l'histoire et les institutions politiques civiles d'un devoir, celui de mettre armée et flotte en état d'affronter la guerre. Ils conçoivent ce **devoir** comme l'obligation d'augmenter les ressources en matériel et en hommes, et comme nécessité de réfléchir à la guerre moderne, surtout sur terre, ce que la guerre des Boers et le conflit russo-japonais ont montré à certains, mais pas à la majorité : le savoir militaire est considéré comme fini et la victoire ne peut appartenir à des armes nouvelles comme seront celles de 1915-1918.

APHG

b) Les mentalités

Les mentalités des peuples sont plus difficiles à cerner : esprit cocardier ou pacifiste, chauvinisme, versatilité ? En tout cas, le XXe siècle est commencé, et il est, entre autres caractéristiques, l'âge des masses. Les milieux dirigeants le sentent confusément, au moins au nom du respect du suffrage universel dans les pays de démocratie libérale, mais cette préoccupation n'est pas étrangère aux gouvernements autoritaires d'Europe centrale et orientale. Le psychologue Gustave **Le Bon** en a débattu depuis 1895, date de la première des nombreuses éditions de sa célèbre *Psychologie des foules*. Il tente d'ailleurs à la Belle Époque d'influencer les "décideurs" français, Gabriel Hanotaux, Poincaré et Briand. Petit à petit, et pas seulement du seul fait de Le Bon, l'idée de psychologie collective attire l'attention.

L'étranger n'est pas absent de la conscience collective (P.Gerbod). Il l'est de par sa présence, non négligeable, sur certains sols, le français par exemple, sur lequel il y a plus d'étrangers qu'il n'y a de Français émigrés. Il l'est par **les voyages, les guides et les**

voyageurs, servis par l'abaissement du coût des voyages, par la publication des souvenirs de voyages et de "livres d'impressions", par l'enseignement de l'histoire et de la géographie des pays étrangers (depuis le Second Empire en France), par celui des langues vivantes (depuis la Monarchie de Juillet en France), par la médiation de la presse et de la littérature. L'œuvre de **Jules Verne**, dont la publication ne s'interrompt pas à la mort en 1905 de l'auteur, a joué un rôle important à cet égard ; n'était-elle pas sous-titrée "Mondes connus et inconnus" ? Capital fut aussi le rôle de ces **revues de vulgarisation géographique et touristique** que l'on retrouve encore à pleins greniers, comme *Le Tour du Monde* et dix autres. Mais, à l'inverse, les peuples, travaillés par la grande presse, ont pâti des **stéréotypes** et de la représentation imagée que donnait de la guerre **la carte postale, fort répandue dans les années 1900** : celle-ci n'élude pas la perspective de la guerre — c'est même la seule période qui soit dans ce cas, tout au moins en France — mais elle en donne une vision édulcorée et aseptisée d'aventure courte, fraîche et joyeuse, plus encore que dans les revanchards et techniques "mouchoirs d'instruction militaire" à l'usage des tirailleurs néophytes ou adroits (voir photocopie).

Il est peu surprenant de constater que tel peuple est fort cocardier et qu'abondent chez lui à propos des nations étrangères mythes et stéréotypes. Le complexe français de supériorité vis-à-vis des Italiens est ainsi étonnant de constance et de mépris ; la présence de nurses allemandes, l'enseignement de l'allemand dans les lycées (bien plus répandu que celui de l'anglais, malgré l'Entente cordiale), l'obligation du voyage initiatique de tout étudiant dans **la "savante Allemagne"** (Claude Digeon, Numa Broc), n'empêchent pas le maintien de l'hostilité vis-à-vis d'un peuple dont on s'est beaucoup méfié depuis la tension de 1840 et qui est devenu brusquement l'"ennemi héréditaire" trente ans plus tard. Tempérée à la fin du XIXe siècle, la **haine germanophobe** est en France ravivée par le saisissant contraste démographique entre les deux pays (*cf.* les thèses de Gaston Bouthoul, fondateur de la polémologie), ainsi que par le constat des progrès économiques du voisin, qui le mènent au deuxième rang mondial derrière les États-Unis. "Le moment approche [propos de 1886 rapporté par Jules Isaac, p. 9] où les cinq fils pauvres de la famille allemande viendront facilement à bout du fils unique de la famille française." C'est "la menace allemande" de C.Digeon (chap. IX) : aux voyageurs français "l'Allemagne commerçante et industrielle s'impose par sa masse, par son mouvement". Eugène Melchior de Vogüé retourne en Allemagne en 1905 et dès la première étape, Cologne, il constate : "… on m'a changé mon Allemagne, la vieille bonne femme s'est muée en une jeune géante." Dans des départements industriels et proches de la frontière, comme le Doubs (*cf.* L.Mairry), la puissance démographique, industrielle et commerciale du Reich est ressentie avec une particulière inquiétude [1].

APHG

[1] *Cf.* P.Milza & R.Poidevin dir., *La puissance française à la Belle Époque. Mythe ou réalité ?*, Actes du colloque organisé en décembre 1989 par le Centre d'histoire de l'Europe du Vingtième Siècle (FNSP), le Centre de recherches d'histoire des relations internationales de l'Université de Strasbourg-III et l'Institut Pierre Renouvin

c) Manipulations et peurs

Les opinions publiques sont en bonne partie cocardières parce que **manipulées**. La simple consultation des premières et dernières pages des suppléments illustrés dominicaux des grands journaux parisiens montre la fréquence et le simplisme naïf du thème patriotique et militaire ainsi que de ses outrances nationalistes et xénophobes. La rapidité avec laquelle l'Angleterre de Fachoda (1898) cesse d'être l'ennemie ancestrale pour devenir l'amie cordiale (1904) provoque plus d'une interrogation, d'autant qu'il est avéré que l'Allemagne stipendiait le seul journal, *L'Éclair*, qui resta farouchement anglophobe du temps de l'Entente cordiale !

En outre, **Eugen Weber** soulignait voici plus d'un demi-siècle déjà [1] la distorsion entre Paris et une province à cet égard beaucoup moins chauvine et le rôle d'impulsion nationaliste joué par l'Action française parisienne. On aurait, au total, tort de croire l'opinion publique imprégnée d'un consensus nationaliste et guerrier.

Il ne faut pas non plus ignorer que les Européens d'avant le cataclysme ne pouvaient, en aucune manière, malgré les "avertissements" que leur fournit la guerre russo-japonaise et ses atrocités, **se représenter** l'intensité d'un conflit industriel et mondial. Quand à partir de 1905, date d'une crise essentielle, la première crise marocaine, le pressentiment d'un conflit européen se généralise, personne n'a encore une idée du **risque encouru** qui confine à la réalité de la guerre de 14. Pour les années ultérieures, il faudra donc se souvenir que cette minoration par les représentations collectives de la guerre qu'ont les Européens a influé sur les décisions des dirigeants politiques et surtout sur les sentiments des populations : une idée de guerre "fraîche et joyeuse" expliquera-t-elle l'acceptation préalable du conflit mondial ?

APHG

Malgré des crises internationales, rien n'est encore joué, tout ce qui a été présenté n'est que **facteurs *susceptibles* de créer un état général de tension**, l' "équilibre européen" domine toujours, et au fond les crises même peuvent encore engendrer deux leçons radicalement contraires. Elles ont pu habituer à la possibilité de la guerre, mais tout autant à l'idée qu'une crise se résout pacifiquement. Ce qui est certain, c'est que **les questions "nationales"**, amplifiées par des opinions publiques dont le rôle s'accroît, pèsent de plus en plus sur les relations internationales, renforçant les rivalités économiques et politiques, et créant un climat international de peur.

Mais **cette peur n'empêche pas hommes et femmes des années 1900 de vivre** : c'est — plus ou moins — la Belle Époque pour tous et l' "avant-guerre", comme on dira —

(Paris-I), Bruxelles, Complexe, 239 p., compte rendu par mes soins dans *Bulletin de la Société d'histoire moderne et contemporaine*, 1994, n° 3-4, pp. 123-124

[1] Eugen WEBER, *The Nationalist Revival in France. 1905-1914*, Berkeley, University of California Press, 1959, 237 p., résumé en français dans : "Le renouveau nationaliste en France et le glissement vers la droite. 1905-1914", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1958, pp. 155 et suiv. Des idées reprises dans E.Weber, *Ma France*, *mythe, culture politique*, trad. fr., Fayard, 1991, 482 p., notamment dans le chapitre XIV.

mais *ensuite* — , **ne fut pas une simple veillée d'armes**, pour reprendre un des titres précédents. On le remarquera au plus tard maintenant, nous sommes entièrement passés du terrain de la question des responsabilités à celui des causes. **Périls extérieurs ou paix ? "Marche à la guerre", comme diront plus tard les manuels ? Tout n'est pas encore dit vers 1905, d'où l'importance des contextes à moyen terme, qui se tissent entre 1905 et 1914**.

3°) Les crises

les **deux crises marocaines** : 1905 et 1911 : voir *BÉ*

la **politique de Clemenceau** (1906-1909) : voir *BÉ*`

La **crise bosniaque** (1908-1909). La crise de Bosnie-Herzégovine (1908-1909) est la seconde crise grave des années 1900 : à partir de 1908, le temps des illusions est clos, mais certes la crise ne va pas déboucher sur une guerre. En outre elle va démontrer que l'alliance franco-russe ne fonctionne pas selon un mode offensif, même en approchant de loin cette notion.

La crise de Bosnie-Herzégovine (1908-1909) est la seconde crise grave des années 1900 : à partir de 1908, le temps des illusions est clos, mais certes la crise ne va pas déboucher sur une guerre. En outre elle va démontrer que l'alliance franco-russe ne fonctionne pas selon un mode offensif, même en approchant de loin cette notion. Cet ancien territoire ottoman était *administré* depuis 1878 par l'Autriche-Hongrie ; celle-ci, voulant décourager les habitants de regarder vers la Serbie dans un sens *yougoslave*, songeait à l' *annexer*.

Le 5 octobre 1908, la double monarchie annonça l'annexion de la Bosnie-Herzégovine ; en même temps le prince de Bulgarie, Ferdinand, de connivence avec l'Autriche, se proclama indépendant de toute suzeraineté turque et prit le titre de *tsar*. L'offensive diplomatique autrichienne avait été rapide ; les états-majors de Vienne et Saint-Pétersbourg prirent des mesures de mobilisation, sans cependant acheminer des troupes vers les frontières ; mise devant le fait accompli, la Russie ne réussit ni à réunir une conférence internationale ni à organiser une médiation franco-anglaise. La France arguait que les intérêts vitaux de la Russie n'étaient pas en jeu, que son alliance n'était que défensive et qu'elle avait clairement laissé entendre depuis plusieurs années qu'elle ne risquerait rien pour les Balkans. L'Angleterre, surtout laissée seule, n'avait évidemment rien à gagner à l'affaire. La Russie se retrouvait dans la même situation et il lui était impossible d'agir par les armes, d'autant plus qu'elle ne s'était pas encore relevée de la guerre contre le Japon et de la révolution de 1905, que la Bulgarie était une menace potentielle pour les Serbes et que l'Allemagne soutenait l'Autriche-Hongrie, intervention déterminante. Il lui fallut donc accepter un texte de Vienne qui était un véritable ultimatum. De leurs côtés, la Turquie accepta le 26 février 1909 l'annexion contre une indemnité, et la Serbie, tout à fait isolée, dut céder à son tour, et à un véritable ultimatum autrichien, après avoir constaté que la Russie ne la soutiendrait pas (31 mars 1909).

On n'oubliera pas, en 1914, de part et d'autre, le processus : la crise bosniaque préfigure celle de l'été

APHG

1914. Pour l'heure, le succès autrichien apparaissait total et peu coûteux, mais sur lui ou sur la paix pesaient trois dangers. Humiliée, la Russie pouvait chercher à renforcer ses forces et ses liens avec les deux autres membres de la Triple-Entente, France et Grande-Bretagne, d'autant plus que certes elle avait constaté que ses alliées l'avaient lâchée — ce que Berlin avait recherché en appuyant Vienne à fond — mais Nicolas II était désormais persuadé qu'une lutte contre le " germanisme " (Autriche-Hongrie et/ou Allemagne ?) était inévitable. D'autre part, le sentiment nationaliste des Slaves du Sud pouvait-il être étouffé et humilié longtemps ? Enfin, l'Italie, alliée de l'Autriche-Hongrie, mais s'étant rapprochée de la France depuis 1902, ulcérée d'avoir été tenue à l'écart de la crise bien que fort proche des lieux, furieuse de n'avoir pas obtenu de compensation de la part de sa voisine autrichienne, se rapprocha de la Russie par l'accord secret de Racconigi (25 octobre 1909) : les deux pays s'engageaient à maintenir le *statu quo* dans les Balkans, l'Italie à favoriser les intérêts russes dans les Détroits, la Russie les intérêts italiens en Tripolitaine, province ottomane d'Afrique que l'Italie convoitait.

Les **guerres balkaniques** (1911-1913) : voir les pages photocopiées (pp. 139-144 de P.Milza, *Les relations internationales de 1871 à 1914*, coll. "Cursus", 1990, 167 p.)

4°) Un espoir : le droit et la paix

a) Le legs du XIXe siècle

des **intellectuels** continuent leur action, comme Frédéric Passy (*cf.* cours GÉS-1), qui publie *L'Utopie de la Paix* à la Belle Époque. La **Ligue internationale de la Paix** (*cf.* cours GÉS-1) est désormais présidée par Charles Lemonnier. Des écrivains antimilitaristes, toujours. Les **écrivains** proches de l'anarchisme (Anatole France, Octave Mirbeau, Alffred Jarry, Apollinaire, Tristan Bernard, etc.) sont pacifistes. **Péguy** dans les *Cahiers de la Quinzaine* subordonne l'honneur de l'armée aux exigences de la justice. **Romain Rolland** est obsédé par le danger de guerre. Antimilitarisme populaire du poète beauceron **Gaston Coûté**, de **Montehus** (voir *BÉ*).

La Croix-Rouge était née au XIXe siècle, et, contemporaine de cette naissance, la **première convention de Genève (24 août 1864)** avait un peu réglementé les us et coutumes de la guerre terrestre, en protégeant les soldats blessés. Les juristes avaient été parmi les premiers à s'intéresser au problème de la paix, et de nombreux ouvrages avaient paru. La volonté de paix de ce style fit des progrès dans les années 1900 sous **l'influence d'organismes et conférences internationaux créés et tenues à la charnière des deux siècles** : Bureau de la Paix de Berne (1891), prix Nobel "de la défense de la paix" (décerné à partir de 1901 par le *Storting* de Norvège ; Alfred Nobel était mort en 1896, son testament datait de l'année précédente), conférences de la Paix à La Haye en 1899 et 1907 qui réglementèrent le "droit de la guerre" et instituèrent une Cour d'arbitrage permanent. **Léon Bourgeois** (1851-1925), homme politique radical à la brillante carrière ministérielle et connu

APHG

pour son "solidarisme", représenta la France aux conférences de La Haye. Il avait d'ailleurs publié son ouvrage *Solidarité* en 1896 et il symbolise bien ce courant, favorable à la création d'une "Société des nations civilisées". **En 1907, il publia *Pour une société des nations***, ouvrage beaucoup lu, tout au moins en France, et il dit de la conférence qu'elle avait pour but "l'organisation juridique de la vie internationale, la formation d'une société de droit entre les nations." [1]

C'était en fait **le tsar Nicolas II** qui avait lancé ce mouvement, proposant aux grandes nations le 29 août 1898, soit peu de temps après le début de son règne, de se réunir en congrès pour organiser une **limitation des armements**. Ce désir se nourrissait du progrès en quantité et en qualité des explosifs et des armes et de l'idée selon laquelle la conviction — partagée par certains à la fin du XIXe siècle encore — que les excès du militarisme le tueraient à moyen ou long terme était une démonstration absurde. Il fallait au contraire provoquer le recul du spectre d'une guerre moderne et affreuse. L'attitude du tsar s'expliquait aussi très vraisemblablement par… le sentiment du réel retard de son pays en matière d'armements, et par… la crainte du coût budgétaire de la course aux armements pour la Russie, ce qui n'était pas pour susciter le zèle pacifiste des autres pays ! La conférence qui en résulta réunit à **La Haye en 1899** vingt-six pays pendant deux mois ; **huit ans plus tard**, et la date ayant été plusieurs fois repoussée, au même lieu et en réponse à un appel lancé conjointement par le tsar et les États-Unis, quarante-quatre nations s'assemblèrent pendant quatre mois, du 15 juin au 18 octobre. Les pacifistes et les presses des pays anglo-saxons suivirent les travaux avec intérêt, tandis que militaires et diplomates de la vieille école étaient fort sceptiques : la guerre n'était-elle pas une "loi de la nature" ? Une troisième session fut en tout cas prévue pour 1915…

APHG

b) À la Belle Époque

Mais les hommes d'État ne pouvaient pas se permettre de ne pas donner à leurs opinions publiques l'impression de suivre l'élan venu de Russie. Aussi les délégués des gouvernements se prêtèrent-ils au jeu d'une **discussion sur l'arbitrage international, les lois de la guerre et la limitation des armements**. La première préoccupation répondait exactement aux idées de Léon Bourgeois, représentant de la France, un des rares diplomates à croire sincèrement à la possibilité d'action d'une **Cour d'arbitrage**, effectivement mise sur pied, mais sous une forme facultative, tellement grandes étaient les réticences des militaires, qui craignaient que le temps de l'arbitrage ne permît à l'adversaire de s'organiser. **La Cour d'arbitrage répondit quand même à quatorze appels entre 1900 et 1914**.

Au total l'influence de Bourgeois fut faible et les "lois de la guerre" ne progressèrent que

[1] *Cf.* Serge Berstein, « Le milieu genevois dans la France de l'entre-deux-guerres », dans *Les Internationales et le problème de la guerre au XXe siècle*, École française de Rome-Université de Milan, 1987, 371 p., actes d'un colloque de 1984, pp. 321-335

peu, avec pour l'essentiel une codification du **traitement des prisonniers** et l'extension à la guerre maritime de la convention de Genève de 1864. Quant au problème de la limitation des armements — le tsar proposait par exemple le "gel" du calibre des canons — , il achoppa sur le problème, simple mais capital, de **l'inspection**.

Toutefois, la conférence de La Haye interdit (pendant cinq ans, délai au bout duquel on réexaminerait cette arme nouvelle) le **largage de bombes depuis des ballons dirigeables** et (sans limitation de durée) **l'usage des gaz asphyxiants** ainsi que celui des balles de fusil dites "dum-dum", c'est-à-dire explosant à l'intérieur des corps des soldats. **Aucun progrès ne fut réalisé en matière de limitation des flottes de guerre** : l'Angleterre, craignant d'être rattrapée, voulait bien une limitation, mais celle-ci était *ausgeschloßen* ("hors de question") selon le mot du représentant de l'Allemagne, pays qui, comme les États-Unis d'ailleurs, espérait bien rattraper la Grande-Bretagne !

5°) Le pacifisme, les pacifismes

Le **patriotisme cocardier ne domine pas sans opposition** : il y a un pacifisme des années 1900, ou plutôt **des pacifismes**. Sont-ils en mesure de résister à l'exaltation de la guerre, au nom de l'idée nationale ?

L'histoire des pacifismes est mise en perspective — mondiale — par Maurice Vaïsse dans un article des débuts de *Vingtième Siècle* [1]

APHG

a) Les pacifismes non socialistes

Le **pacifisme de Léon Bourgeois** avait en France gagné les **milieux universitaires et enseignants** : des philosophes, comme Frédéric Rauh et Gabriel Tarde, des savants comme Charles Richet, mais surtout de grands noms de l'enseignement de l'histoire comme Alphonse Aulard et même Ernest Lavisse réagirent contre les conceptions nationalistes, ce qui couvrit l'évolution des instituteurs. Quelques concours "pacifistes" sont ouverts.

Les "**hussards noirs de la République**" avaient été patriotes avec ardeur jusqu'à l'affaire Dreyfus ; la **nouvelle génération d'instituteurs français**, en lutte pour l'essentiel de façon à faire reconnaître le droit syndical, est sensible aux influences anarcho-syndicalistes de la CGT et à l'antimilitarisme antipatriotique et volontiers provocateur du professeur d'histoire (révoqué en 1901) **Gustave Hervé** (1871-1944), rédacteur de *La Revue de l'Enseignement*, puis directeur de *La Guerre sociale*. Des instituteurs s'estiment "les plus vibrants apologistes de la paix", des militants sont sanctionnés, et les milieux nationalistes se déchaînent contre l'école primaire et ses maîtres, dont l'esprit pacifiste sera très longtemps maintenu par leur journal *L'École émancipée*. Que lors de la Première Guerre mondiale, de nombreux instituteurs aient été des officiers subalternes faisant "leur devoir" ne change rétrospectivement rien à l'affaire, sur le fond.

[1] M.Vaïsse, "Les pacifismes au 20e siècle", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire* , n° 3, juill.-sept. 1984, pp. 27 & suiv.

Une troisième catégorie d'Européens fut concernée par le pacifisme. Un Zola, un Anatole France, peut-être plus Romain Rolland, qui écrira dans *Le Journal de Genève* son célèbre article "Au-dessus de la mêlée" (22 septembre 1914), représentent un **courant d'intellectuels de gauche**, partiellement influencé par le pacifisme chrétien et non-violent de Tolstoï.

b) Les anarchistes et les socialistes

Derniers ici, mais non les moindres, et en tout cas constituent-ils le pacifisme le plus connu, **les anarchistes et les socialistes**.

Les anarchistes avaient été précocement antimilitaristes, et les idées de "désobéissance passive", de "grève militaire", de refus de la guerre, sont clairement admises. *La révolte*, *Le Père Peinard*, *Le Libertaire*, *L'Anarchie*, tirent à boulets rouges sur l'armée. Pour aller plus loin : voir *BÉ*.

Le **socialiste Jaurès** (*cf.* biographie dans le dossier biographique) se montra inquiet de la politique de Delcassé ; après la démission de celui-ci et au vu des dangers représentés par la crise marocaine, il défendit un internationalisme et un pacifisme raisonnables mais prolétariens, misant au nom d'une "défense nationale" bien comprise sur la solidarité internationale des travailleurs pour empêcher la guerre, "par tous les moyens, depuis l'intervention parlementaire, l'agitation publique, les manifestations populaires, jusqu'à la grève générale ouvrière et l'insurrection". **Cela signifiait parier sur l'Internationale ouvrière** [1].

Pour faire face aux problèmes internationaux, la **Seconde Internationale** s'était dotée d'une **structure administrative** adéquate : Bureau socialiste international constitué de trois délégués par pays, Comité exécutif animé par les délégués belges autour d'Émile Vandervelde, et Secrétariat, dirigé par un autre Belge, Camille Huysmans, et chargé de réunir des congrès annuels.

Mais l'Internationale ne se prononça pas nettement : au congrès de Stuttgart (1907), Jaurès proposa un texte très ferme, mais Bebel fit adopter une motion qui recommandait seulement aux travailleurs de "faire tous leurs efforts pour empêcher la guerre par tous les moyens qui leur paraissaient les mieux appropriés et qui varient naturellement selon l'acuité de la lutte des classes et la situation politique générale." **Rien n'était donc prévu en tant que riposte à la guerre**. Au congrès de Copenhague (1910), l'Internationale écarta une motion du socialiste anglais James Keir-Hardie favorable à la grève insurrectionnelle en cas de guerre. Mais la situation internationale s'aggravait…

Une semaine **avant le congrès de Bâle** (24 novembre 1912) Jaurès et le socialiste allemand Scheidemann affirmèrent, devant 100 000 personnes réunies au Pré-Saint-

APHG

[1] Biblio. considérable pour ce qui suit. Point de départ : la contribution de J.-J. Becker, "La IIe Internationale et la guerre", pp. 9-25 de *Les Internationales et le problème de la guerre au XXe siècle*, École française de Rome-Université de Milan, 1987, 371 p., actes d'un colloque de 1984

Gervais, que les travailleurs des deux pays ne se feraient pas la guerre, mais le congrès ne mit, malgré sa solennité et son messianisme, aucun moyen précis sur pied pour une action concertée et immédiate en cas de guerre. La **grève générale** dans les pays en cause n'était qu'une éventualité, envisagée avec logique depuis longtemps, mais nullement prévue par un accord, même tacite, entre partis socialistes.

Il faut dire que, du côté français, **Georges Weill**, député social-démocrate au Reichstag et correspondant de *L'Humanité* à Berlin depuis 1908, avertissait régulièrement Jaurès du peu de volonté et de capacité de résistance — selon lui — du parti socialiste allemand.

Et, **dès 1912, Gustave Hervé enterra son antimilitarisme**. Finalement, mais par voie de défection, **c'était la CGT française qui avait la position la plus en flèche, recommandant en cas de mobilisation générale le refus de répondre à l'appel, mais sans être assurée d'une réplique symétrique en Allemagne**. C'est que profond était le **malaise dû à la social-démocratie allemande** : que fera-t-elle en cas de risque de guerre ? Certains socialistes français pronostiquaient carrément, comme Georges Weill, son ralliement à la politique guerrière de l'empereur, d'autres, plus nuancés, craignaient la faiblesse des moyens du SPD pour résister à l'entraînement chauvin, et ils le craindront encore, évidemment, pendant la crise de l'été 1914. L'action concertée des mouvements ouvriers des divers pays pour s'arrêter sur la pente fatale était donc un souhait, mais pas une réalité.

Le problème global fut qu'à partir du moment où les crises se multipliaient, l'audience des partisans de la défense nationale pouvait augmenter et l'urgence de l'organisation de la patrie face au danger militaire était susceptible d'apparaître comme une priorité. **Le pacifisme, les pacifismes, étaient donc bien fragiles**.

APHG

6°) Le renouveau nationaliste

Une nouvelle génération nationaliste apparaît dominée par l'onde de choc de Tanger (1905). Le monde est jugé dangereux et on voit resurgir les "ennemis héréditaires" ou des adversaires potentiels qui s'y substituent. De plus, l'expansion économique européenne provoque l'impatience d'ascension sociale, et la guerre va pouvoir libérer des énergies en 1914, tandis qu'en Italie continuera encore à jouer le mythe de l'émigration en Amérique.

Les **ouvrages de guerre-fiction** sont beaucoup plus nombreux après 1905 qu'auparavant ; la guerre est toujours présentée comme devant être courte, à cause de l'importance du nombre des mobilisés et du modernisme du matériel. Encore aux alentours de 1910, "les batailles inventées par les essayistes reproduisent les manœuvres de l'époque napoléonienne […]. On croirait une compétition entre équipes sportives : il y a les pantalons-rouges, les feldgrau, le vert des Italiens" (M.Ferro). Peu d'auteurs ont de l'imagination pour décrire (entre autres) la guerre future : H.G.Wells, le Français Robida, le Russe Bloch… En France, après 1904, la guerre n'a plus lieu que contre l'Allemagne, et plus jamais contre la Grande-Bretagne, aussi bien dans les livres que dans les exercices des écoles militaires ; en

Angleterre, conséquence de l'aggravation du défi naval allemand, c'est toujours le thème de l'invasion du territoire insulaire qui prévaut.

Les peuples prêtent l'oreille plus volontiers à la propagande nationaliste qu'aux appels pacifistes ; ils en viennent, après tant d'alertes répétées, à éprouver une **résignation fataliste** devant la perspective de la guerre. Certains milieux pensent même que, pour échapper à la tension nerveuse, mieux vaudrait "**en finir"** : plutôt la guerre que cette attente sans fin et — les moyens d'évasion étant limités hors des sociétés de la Belle Époque — **la notion de "guerre libératrice" n'est pas sans écho**.

Le nationalisme se présentait en France depuis la fin du XIXe siècle comme une droite nationale militariste, cléricale, violemment antiparlementaire et anti-intellectualiste, fille du bonapartisme. La nouveauté des dernières années de la Belle Époque — et les prodromes s'en font sentir dès 1905 pour cause de Séparation et de crise marocaine — est le regain général de nationalisme que connaît la France et que mène l'Action française, dont le journal, dirigé par Léon Daudet et Charles Maurras, devient quotidien le 21 mars 1908. La diplomatie de Clemenceau avait été d'apaisement, et c'est donc hors des sphères du pouvoir qu'était **apparu un nouvel état d'esprit**, à "caractère urbain et minoritaire" (E.Weber), à l'écart aussi des milieux pacifistes et de l'atonie générale en matière coloniale.

Ce nationalisme n'est plus guère celui de la Ligue des Patriotes, très décadente et qui ne se survit que par la personne de Paul Déroulède (qui mourra le 30 janvier 1914).

C'est l'état d'esprit des **"Jeunes Gens d'aujourd'hui" d'Agathon** : en réaction contre la "décadence", goût de l'action, foi patriotique défensive, renaissance catholique, germanophobie et attirance pour la carrière militaire. L'Allemagne "embête", la guerre "amuserait", disent certains avec optimisme lors de l'enquête, publiée au printemps **1912** dans *L'Opinion* par les deux jeunes nationalistes **Henri Massis** et **Alfred de Tarde**, et éditée en volume l'année suivante. Beaucoup ajoutent : "Maurras a chassé les nuées du libéralisme révolutionnaire, comme Bergson les nuées du dogmatisme, tant scolastique que scientiste. […] Ils sont les pères spirituels de beaucoup d'entre nous." **Mais la portée et la valeur de témoignage historique de l'enquête d'Agathon sont limitées**, car les responsables, assez explicitement d'ailleurs, ont été partiaux, ne retenant que les témoignages favorables à leur thèse *a priori* : les "Jeunes Gens…" ne rendent que partiellement compte des aspirations du Quartier latin où tous les étudiants ne sont pas semblables à Henri Hoppenot, interviewé car "désigné par ses camarades de la Sorbonne et de l'École des sciences politiques", et toujours cité depuis.

APHG

EN FRANCE, LE RENOUVEAU CHRÉTIEN & L'INFLUENCE DE LA PHILOSOPHIE DE BERGSON

Si les basiliques ou les congrès eucharistiques sont du domaine de la hiérarchie, si les conversions spectaculaires (par exemple, Jacques Maritain, petit-fils de Jules Favre), l'exaltation de la famille, des racines, du patriotisme et du patrimoine, la mode du roman régionaliste sont le fait des "intellectuels", des signes montrent un dynamisme nouveau et sincère du peuple chrétien : mouvement liturgique dans les couvents et monastères, essor du tiers-ordre franciscain, communion plus fréquente, mouvement démocrate-chrétien… La foi catholique a été plutôt stimulée qu'affaiblie par la Séparation de l'Église et de l'État (1905), un renouveau religieux s'observe au sein de la jeunesse, la pratique religieuse dans les lycées, avec le groupe "tala" de l'École normale supérieure, l'apogée de l'ACJF (Action catholique de la jeunesse française) et de la Fédération gymnastique et sportive des patronages de France (FGSPF), la constitution d'un scoutisme français, et il y a, grâce aux "patros", une reconquête relative de la jeunesse ouvrière.

Mais cette préoccupation s'appuie sur la lecture, sans doute exclusive voire exagérée, des ouvrages — *Essai sur les données immédiates de la conscience* (1888), *Matière et Mémoire* (1896), et surtout *L'Évolution créatrice* (1907) — d'un Bergson. Le maître du Collège de France est devenu brusquement — *volens nolens* — le maître à penser de toute une élite intellectuelle. La Belle Époque était déjà un rejet du déterminisme et du scientisme, une exaltation de l'intuition, une protestation contre l' "esprit fin de siècle", un constat de "faillite de la science". Elle est une ardente remise en cause, anticartésianiste, qui dure jusqu'à la Grande Guerre, et va au-delà des seules spéculations philosophiques. Utilisant abusivement la notion d' "élan vital", le climat du temps tire vers l'exaltation nationaliste, vers le spiritualisme mystique, des idées et des lectures qui, seules, n'auraient pas pu avoir un tel impact, dans cette direction tout au moins.

Dans un sens très voisin, on pourrait signaler que c'est dans *Le Figaro* du 20 février 1909 (en première page et en français) que Marinetti, très influencé par Bergson, publia le *Manifeste du Futurisme* (voir page 91). On est désormais à l'ère de la primauté de l'intuition sur la raison, à celle des forces affectives sur le rationalisme. L'intérêt principal de ce retournement est que les unes sont censées être novatrices et "nouveau siècle", les autres "républicaines", convenues et démodées : le "grain des choses" est séparé de la "paille des mots", clivage qui annonce celui des années trente, "esprit nouveau" qui n'est pas que psychologique, politique et philosophique.

APHG

L'Action française est le "parti de l'intelligence", enrôlant des intellectuels et la jeunesse des Écoles et des facultés, profitant de l'affaiblissement du positivisme, de la faveur pour le goût de l'action et — paradoxalement — de la réaction contre un excès d'intellectualisme : c'est la grande époque des Camelots du Roi, qui mènent les cortèges jeunes et disciplinés allant régulièrement fleurir les statues de Jeanne d'Arc et de Strasbourg, sur les places des Pyramides et de la Concorde, à Paris. Le journal est de ton violent, il se spécialise dans les campagnes calomnieuses, contre l'Université, les "espions" (juifs…), la ligue fait de l'agitation de rue, au Quartier latin par exemple.

Les **références à l'Alsace-Lorraine reviennent en force, et, au-delà de l'humour des albums de Hansi**, diffusés à partir de 1912 et qui opposent la douce domination française à celle, brutale, de l'Allemagne, elles sont mises au service du nationalisme anti-allemand davantage que du désir de reprendre les "provinces perdues". Le 3 avril 1913, un Zeppelin atterrit à Lunéville, à la suite d'une erreur de pilotage, semble-t-il, les officiers allemands qui l'occupaient furent conspués, des inscriptions écrites par la population sur l'enveloppe, et la presse allemande s'enflamma ; quelques semaines plus tard des incidents éclatèrent dans une brasserie de Nancy à l'encontre de représentants de commerce allemands. **En novembre 1913 se produisirent les incidents de Saverne** : un très jeune sous-lieutenant d'un régiment d'infanterie, typique de la caste des nobles de Prusse-Orientale, von Forstner, injuria les Alsaciens, la Légion étrangère — une campagne s'était engagée en Allemagne contre elle — et le drapeau français ; il fallut le protéger contre la population de la ville et les événements eurent un grand retentissement en France. Ils furent l'occasion d'un sursaut du patriotisme alsacien, mais aussi du pangermanisme, d'une tension grave entre Alsaciens d'une part, et, d'autre part, officiers et autorités civiles allemandes. Ils provoquèrent enfin, dans l'Empire, un débat sur la place de l'armée en Alsace et, d'une manière plus générale, au sein de la société. **Le chancelier Bethmann-Hollweg fut le 3 décembre 1913 violemment interpellé au Reichstag par le député socialiste alsacien Georges Weill**, qui dénonça "l'abdication du pouvoir civil devant le cabinet militaire […], la capitulation sans phrase […], l'humble soumission du chef du gouvernement qui aurait dû, en pareille circonstance, poser à son maître la question de confiance…", ce qui eut un large écho en France.

L'opinion publique n'est guère, semble-t-il, sensible dans ses profondeurs à l'idée de revanche, elle est plutôt travaillée par l'exaltation du sentiment "d'être forts" que procure l'Entente cordiale. Beaucoup de cartes postales célèbrent celle-ci, d'autant plus aisément qu'elle aura dix ans en 1914. Comme dit l'une d'elles, dans une formule qui sur le fond ne signifie rien mais qui vaut par sa tranquille assurance :

"Teutons, mettez fin à votre arrogance,
Tremblez devant l'Angleterre et la France."

Un attrait nouveau pour l'ordre et la discipline se manifeste, dans le cadre d'un néo-

APHG

nationalisme, il profite au scoutisme naissant, à la carrière militaire. C'est *L'appel des armes*, pour reprendre le titre que donne Ernest Psichari à son ouvrage — mettant en parallèle la guerre avec "purification et vérité" — publié en 1912, c'est la glorification du "vieil honneur militaire, l'honneur de la France", qu'opère à la fin des années 1900 **Péguy**. Dans les bibliothèques de garnison sont lus des ouvrages comme ceux du général Bonnal, qui voit dans la guerre une "animatrice des progrès de l'humanité." Par sentiment national, et au nom de certaines idées, une fraction de la jeunesse française en vient ainsi au royalisme ; une partie des catholiques aussi.

Il y a même à partir de 1914 un **volet économique de ce nationalisme en France** : campagnes contre les produits allemands, contre les filiales établies par des Allemands dans les sociétés françaises. Ce n'est plus le temps de la collaboration économique : *L'Avant-garde* de Léon Daudet (1914) connaît un immense succès, des journaux mènent campagne et le gouvernement prend des précautions contre la part (40 %) de Thyssen dans la Société des hauts-fourneaux de Caen.

En définitive, le mouvement en faveur du nationalisme français déborde de son cadre initial, minoritaire dans le pays. Une large tendance à l'union nationale se dessine, de la gauche modérée à la réaction monarchiste, et s'incarnera dans le "poincarisme". Avec les premières années du XXe siècle, la préoccupation extérieure est bel et bien redevenue fondamentale. Il y a en France un renouveau du nationalisme, fort différent de celui de l'affaire Dreyfus : l'heure n'est plus celle d'un mouvement d'extrême-droite antisémite et antirépublicain, mais celle d'un **relatif consensus défensif cimenté par la menace extérieure qu'Agadir a concrétisée**.

En 1912-1913, le conflit des "Balkans" avive cette menace par une possibilité de conflit entre Triple-Alliance et Triple-Entente. Les **revues militaires** sont davantage suivies et Millerand, ministre de la Guerre, rétablira en 1913 les retraites militaires, les étudiants manifestent avec des slogans vengeurs, **la fête de Jeanne d'Arc est érigée en fête nationale (mai 1912)**, et il y a un regain d'attention vis-à-vis de l'Alsace-Lorraine, tous phénomènes qui inquiètent l'opinion publique allemande, comme le triomphe fait à Poincaré retour de Russie (été 1912)

L'esprit nouveau s'appuie, d'une manière générale, sur un **engouement pour le sport et la nature : voir *BÉ***

7°) Lois militaires et psychose de guerre

Les lois militaires ne sont bien entendu pas une nouveauté des années 1900 ; elles étaient apparues bien avant le temps de la conscription, au lendemain des guerres de la Révolution française et de l'Empire (*cf.* GÉS-1), quand le contexte militaire était devenu celui des armées massives. Mais elles s'inscrivent désormais, en ce début de XXe siècle, dans l'arrière-plan de la "paix armée".

APHG

La **course aux armements** avait été la conséquence de la tension diplomatique, mais elle avait contribué aussi à l'aggraver, car les gouvernements, pour faire accepter les charges militaires nouvelles, avaient été amenés à faire vibrer la "corde" nationaliste. Dans cette course, celui qui possédait une supériorité et qui savait que cet avantage ne serait sans doute que momentané était tenté de le mettre à profit. Le réservoir démographique de la Russie rend, en termes de baïonnettes virtuelles, inégal le rapport entre les deux camps possibles, et encourage la Triple-Alliance à se vouloir davantage "prête". Et n'oublions pas que tous les "décideurs" se trompent en matière de nature, de durée et de conséquences de la guerre possible. **En chiffres, cette « course » est ridicule par rapport à la Première Guerre mondiale.**

pangermanisme depuis 1871, avec projets de nouvelle guerre et traité nouveau, comportant des annexions nouvelles, dont Pays-Bas et Belgique, des déplacements de populations, etc. >>> ces écrits sont connus en France, surtout à la Belle Époque. Un ex. de livre de la Belle Époque : Otto Richard Tannenberg, *Gross-Deutschland*, 1911, trad. fr, *La Plus Grande Allemagne*, 1916 (1,1 M km2)

La **loi allemande de juillet 1913** portant les effectifs terrestres du temps de paix à 820 000 hommes provoqua le vote en France, le mois suivant, de **la "loi des trois ans"** (voir *BÉ*). L'armée russe établit fin 1913 un grand programme de réorganisation. Dès juin 1912, en Autriche-Hongrie, une loi avait augmenté la durée du service militaire et les effectifs du temps de paix. Les petits pays neutres (Pays-Bas, Suède, Belgique…) n'échappèrent pas à cette fièvre militaire. Seuls firent exception, et en matière d'armements terrestres, l'Italie et la Grande-Bretagne, encore que la guerre de Libye pour la première et les forces navales pour la seconde fussent des formes de substitution.

APHG

On admet traditionnellement que dans les années 1900 les peuples européens ont vécu une sorte de veillée d'armes et une **psychose de guerre**. Cette idée doit être **largement nuancée**, note J.-J.Becker, que nous suivrons désormais. Parler de guerre est usuel pour les Européens dans les années 1900, mais est-ce pour nous une raison d'en déduire une psychose inéluctable ? D'autant plus qu'il est un pays au moins où ce sentiment est absent, c'est le Royaume-Uni.

En France la psychose a existé depuis l'alerte de Tanger, toutefois de manière ambiguë : pacifisme d'une large partie de l'opinion publique, renouveau national, mais à usage interne et défensif, loi des trois ans, de façon toutefois à rassurer l'allié russe. **Les deux motifs les plus anciens et les plus sérieux de tension avec l'Allemagne, l'Alsace-Lorraine et la Revanche (*cf.* GÉS-1), sont très largement estompés**. Il est vrai que l'essor économique du voisin oriental est en France vivement ressenti, et c'est sans doute l'une des explications les moins irrationnelles du pillage en août 1914 de magasins réputés allemands ou prétendus tels depuis quelques jours par l'Action française (ex. : Maggi). Enfin, **redouter la guerre est en France un phénomène indubitablement plus parisien que provincial**.

La surprise provoquée partout en Europe par le déclenchement de la guerre dans les derniers jours de tension en 1914 montre que n'existait pas vraiment une croyance générale au caractère inéluctable du conflit, ou encore que **s'il y a eu psychose, ce fut avec l'apogée du phénomène en 1912 ou en 1913, lors de l'établissement du protectorat sur le Maroc ou lors des crises balkaniques : en 1914 la crainte — européenne — était en train de retomber lorsqu'éclata l'attentat de Sarajevo**. La Belle Époque continuait pour tout le continent, et au fond, l'événement était-il *a priori* susceptible de tellement émouvoir ? On avait bien dans les décennies précédentes assassiné tsar, présidents des États-Unis et président de la République française, sans parler d'autres chefs d'État… L'opinion n'ignorait pas qu'un état de tension régnait, mais elle **ne croyait pas à la guerre**.

Certes, chefs d'État et de gouvernement en sont venus à penser que la guerre générale, plusieurs fois menaçante depuis 1904, ne tarderait pas à éclater**. Les uns la croient *probable*, d'autres *nécessaire*** (expression utilisée en novembre 1913 par Guillaume II dans un entretien avec le roi des Belges Albert Ier). D'où leur tendance à raisonner et agir comme si le courant était **invincible**, la préoccupation majeure de leur mentalité étant alors de renforcer les alliances, mot sacro-saint et garantie suprême. **L'exemple français est éclairant. Poincaré et ses collaborateurs ne voulaient pas la guerre, mais ils estimaient, puisque l'entraînement à la guerre était *fatal*, qu'il fallait être ferme, solidement fidèle à l'alliance russe, et au pire engager la guerre dans les conditions les plus favorables**. Ils déployèrent donc une activité qui avait bien moins pour but la conservation de la paix que l'efficacité stratégique, pour le moment où les hostilités se déclencheraient.

Ajoutons la nécessité, pour la crédibilité de sa diplomatie, de ne pas *perdre la face*, donc le risque de guerre lié à la multiplication au cours d'une même décennie des épisodes défavorables à l'un des pays principalement en cause. Or, ce fut justement la situation du Reich wilhelmien que d'essuyer toute une série d'échecs diplomatiques depuis 1904. Mais attention à ne pas retomber dans le piège du jugement moral *a posteriori* et de la recherche des responsabilités : comme l'écrit, en soulignant deux mots, R.Girault "tous ces hommes ont été intimement persuadés qu'ils *répondaient* aux réactions ou provocations de leur antagoniste et qu'ils s'estimaient *contraints* de relever le gant."

Les états-majors considèrent qu'ils ont le devoir d'accroître les effectifs de temps de paix pour réduire le délai nécessaire à la mobilisation. **L'obsession est d' *être prêt*,** on est tenté d'entrer en guerre quand l'adversaire n'est pas préparé, et l'idée de guerre préventive est d'autant plus séduisante que la "guerre-fiction" est considérablement développée avant 1914. La course aux armements engendre dans l'opinion publique inquiétude et nervosité. Pour faire accepter à leurs peuples ces **charges militaires** nouvelles et les conséquences financières qui en résultent, les gouvernements sont obligés de leur faire comprendre la "nécessité" de cet effort. L'allusion au conflit possible revient sans cesse dans les débats

APHG

parlementaires ; la presse traite de **l' *éventualité* d'une guerre**. C'est pour cela qu'en France **la loi des trois ans (voir plus haut) fut maintenue après la victoire relative de la gauche aux élections législatives du printemps 1914** et qu'en Allemagne la vie politique était largement commandée par les préoccupations de politique extérieure.

APHG

II. LA BIEN NOMMEE, LA GRANDE GUERRE : L'EPREUVE DE VERITE [1]

28 juin : attentat de Sarejevo
15 juillet : Poincaré et Viviani partent pour un voyage en Russie
23 juillet : ultimatum austro-hongrois à la Serbie
28 juillet : l'Autriche-Hongrie déclare la guerre à la Serbie
30 juillet : mobilisation générale russe
31 juillet : ultimatum allemand à la Russie et à la France, assassinat de Jaurès
1er août : mobilisation générale en France et en Allemagne, l'Allemagne déclare la guerre à la Russie
2 août : invasion allemande de la Belgique
3 août : déclaration de guerre de l'Allemagne à la France
4 août : la Chambre des députés vote à l'unanimité les lois donnant pleins pouvoirs au gouvernement ; le Royaume-Uni déclare la guerre à l'Allemagne
5 août : suppression de la libre convertibilité de la monnaie française, moratoire des loyers
18-22 août : bataille « des frontières »
23 août : bataille « de Charleroi »
26 août : deux socialistes, Guesde et Sembat, entrent au gouvernement d'union sacrée de Viviani
2 septembre : le gouvernement quitte Paris pour Bordeaux
4-10 septembre : bataille « de la Marne », mort de Péguy le 5
octobre-novembre : « course à la mer »
23 décembre : réunion extraordinaire du parlement à Paris

1°) L'Union sacrée [2]

a) Jusqu'à l'assassinat de Jaurès (31 juillet)

À partir du bombardement de Belgrade (29 juillet 1914), ce sont les préoccupations des états-majors qui dominaient les décisions des gouvernements : la diplomatie aura beau faire encore quelques tentatives, elle n'avait plus grand espoir. Les chefs des armées en présence craignaient de se laisser devancer par l'adversaire ; ils ne songeaient plus qu'à exécuter leurs plans de guerre dans les meilleurs conditions. **Le samedi 1er août, les ordres de mobilisation générale furent lancés, exactement en même temps, en France et en Allemagne, et l'Allemagne déclara la guerre à la Russie (19 h 10 min).** C'est le plan de campagne des militaires qui avait déterminé les dernières décisions et conduit inévitablement à la guerre. **Les "dés de fer" sont jetés, selon le mot de Bethmann-Hollweg au Bundesrat, ce 1er août**. L'état-major allemand avait tracé un plan auquel il ne pouvait plus rien changer : il est obligé, s'il veut l'exécuter dans les meilleures conditions

APHG

[1] N.B. Se méfier de *L'été 1914*, tome VII des *Thibault*, de Roger MARTIN DU GARD, très fréquemment anachronique (*cf.* J.-J.Becker, "*L'été 1914* de Roger Martin du Gard, un ouvrage d'histoire ?", *Revue d'histoire moderne et contemporaine* , avril-juin 1978, pp. 213-234, et "Les origines de la première Guerre mondiale, dans *L'été 1914* de Roger Martin du Gard", *Relations internationales*, n° 13, printemps 1978).

[2] Une bibliographie considérable. Le plus maniable : A.Kriegel & J.-J.Becker, *1914. La guerre et le mouvement ouvrier français*, Armand Colin, coll. "Kiosque, 1964, 244 p. Mise au point rapide par J.-J.Becker, "L'Union sacrée, l'exception qui confirme la règle", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire,* janv.-mars 1985, pp. 111-122.

possibles, d'attaquer la France et franchir la frontière belge.

L'hostilité des socialistes et des syndicats à la guerre est ancienne mais manque partout en Europe de prolongements pratiques. Par-dessus les frontières, le problème de l'opposition à la guerre avait été passionnément discuté ; en France, s'il planait une incertitude sur l'attitude de la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière, le parti socialiste unifié), **la position d'absolue opposition de la CGT (Confédération générale du Travail) semblait claire (voir plus haut)**. Mais les intentions précises en cas de conflit et les modalités d'action contre la guerre étaient bien obscures : le mouvement ouvrier français s'en remettait trop à la spontanéité prolétarienne déclenchant la "grève générale ouvrière", de même que le concept de guerre était appréhendé de manière très floue.

Toutefois, Jaurès s'étant prononcé depuis 1913 avec détermination pour la grève générale, il planait, aux yeux du gouvernement français, un grave danger révolutionnaire en cas de mobilisation, et la mise en application des arrestations du **"carnet B"** était sérieusement à envisager [1]. **Dans les derniers jours de juillet 1914, les milieux syndicaux et anarchistes — ce sont assez souvent les mêmes — ne restèrent pas passifs, organisant ainsi le 27 sur les grands boulevards parisiens une importante manifestation pacifiste, qui fut un succès de participation**. Le 29, **la CGT** déclencha avec une certaine réussite l'agitation contre la guerre, mais avec des réserves et des sous-entendus que les déclarations d'intention d'antan ne faisaient pas pressentir, et le mot de "grève" fut à peine prononcé. Il est vrai que la CGT risquait de provoquer contre elle la répression gouvernementale prévue depuis longtemps, et qui n'était un secret pour personne.

Quant à **la SFIO**, elle entendit miser sur une coordination internationale de l'ensemble du mouvement socialiste européen, mais comment dépasser le stade du meeting ? **Le 29 juillet, cinq dirigeants socialistes français rencontrèrent à Bruxelles des chefs socialistes, allemands, anglais, autrichien et belges**. Le congrès de l'Internationale, prévu à Vienne, fut déplacé à Paris et avancé, mais — les socialistes pariant sur la longueur de la crise — seulement au 9 août [2]. Lacune grave (cependant les socialistes étaient peut-être convaincus qu'ils ne pourraient plus rien faire une fois la guerre commencée), **rien ne fut prévu dans l'hypothèse où la guerre éclaterait avant le 9 août, ce qui allait se produire**. Toutefois, les chances semblaient d'autant plus sérieuses que la CGT se rallia aux conceptions socialistes et que **Jaurès** se dépensait pour organiser une pression sur la diplomatie française.

Mais il **fut le 31 juillet assassiné au Café du Croissant par un obscur illuminé, chaviré par l'atmosphère d'hostilité entretenue depuis plusieurs années contre le leader**

[1] J.-J.Becker, *Le Carnet B, les Pouvoirs publics et l'Antimilitarisme avant la guerre de 1914*, Klincksieck, 1973, 228 p.

[2] *Cf.* la contribution de J.-J. Becker, "La IIe Internationale et la guerre", pp. 9-25 de *Les Internationales et le problème de la guerre au XXe siècle*, École française de Rome-Université de Milan, 1987, 371 p., actes d'un colloque de 1984

APHG

socialiste et nourri de la lecture de l'*Action française*. La disparition de Jaurès éliminait le seul homme politique autour duquel pouvait s'organiser, en l'absence de Caillaux, neutralisé par le procès de son épouse, une opposition "républicaine" et parlementaire. Les possibilités du maintien socialiste de la paix — et c'est bien en tant que leader pacifiste que Jaurès fut par la suite statufié — s'effondraient devant l'absence de leader de rechange (Jules Guesde est malade), la vague de fond poussant à la guerre et à cause de l'envol cocardier de l'aile droite du mouvement ouvrier français, incarné, entre autres, par Gustave Hervé. **La menace de l'Allemagne soudait, de manière jacobine, la nation française** ; elle révélait de façon brusque l'importance du sentiment national dans la tradition révolutionnaire française et dans les couches populaires ; elle mettait en relief le legs patriotique de l'École. Il devenait dès lors **possible au gouvernement d'annoncer ouvertement que le carnet B ne serait pas utilisé**, d'autant plus, que contrairement aux craintes des milieux gouvernementaux et nationalistes — le cri de "ils ont tué Jaurès !" avait été spontanément poussé tout de suite — , les faubourgs ne descendirent pas pour venger le leader socialiste.

b) Le discours de Jouhaux

L'Europe était alors installée, au soir de ce 31 juillet, dans **une logique d'entrée en guerre** : les mécanismes des mobilisations et des plans de guerre étaient fort minutieux, et les états-majors, affolés à la pensée de prendre le moindre retard sur les voisins, pressèrent leurs gouvernements respectifs. **Même si la guerre ne fut officiellement déclarée à la France que le 3, dès les 1er et 2 août il n'était plus possible de revenir en arrière et la parole était aux armes**. D'autant plus du côté allemand que les plans étaient depuis longtemps préparés dans l'éventualité d'une guerre sur deux fronts avec priorité donnée à l'attaque des forces françaises : il fallait donc éviter de ne se retrouver d'abord qu'affrontés aux Russes !

Ce fut devant le cercueil de Jaurès et en improvisant un discours (***cf.* encadré**) **que Léon Jouhaux** vint le **4 août** signifier le virage patriotique de la classe ouvrière française. Le cercueil, avant de rejoindre Castres, la ville natale de Jaurès, avait été installé provisoirement au coin de la rue de la Pompe et de l'avenue Henri-Martin, c'est-à-dire près de son domicile (rue de la Tour). Jouhaux s'exprimait cinquième de huit orateurs ; les autres furent, dans l'ordre, Viviani, président du Conseil, Bracke au nom de *L'Humanité*, Louis Dubreuilh, secrétaire général de la SFIO, Marcel Sembat, au nom du groupe parlementaire socialiste, Édouard Vaillant, de la SFIO, Ernest Poisson, secrétaire de la Fédération nationale des coopératives de consommation et membre de la Commission administrative de la SFIO, et Camille Huysmans au nom du Bureau socialiste international. Mais **l'intervention de Jouhaux fut la plus importante et la plus remarquée**. Le même jour, le groupe parlementaire socialiste **vota les crédits de guerre**. Le mouvement ouvrier français, considérant qu'il avait fait le maximum pour écarter le spectre de la guerre, avait décidé, une

APHG

fois la guerre inévitable, de faire face à la menace d'invasion, voire de retrouver la tradition du prosélytisme républicain : "l'instinct national l'emporta sur le raisonnement socialiste" (M.Ferro).

APHG

DISCOURS DE JOUHAUX AUX OBSÈQUES DE JAURÈS
(4 AOÛT 1914, EXTRAITS), OU LE RALLIEMENT À LA GUERRE DU DROIT.

Le texte a été publié dès 1914 dans la presse et en une plaquette de 16 pages, sous le titre "À Jean Jaurès. Discours prononcé aux obsèques de Jean Jaurès". Il a été repris dans les *Discours*... de Jouhaux.

"Que dire à l'heure où s'ouvre cette tombe avant des milliers d'autres tombes ? […] Ami Jaurès, tu pars, toi l'apôtre de la paix, de l'entente internationale, à l'heure où commence, devant le monde atterré, la plus terrible des épopées guerrières qui ait jamais ensanglanté l'Europe. Victimes de ton ardent amour de l'humanité, tes yeux ne verront pas la rouge lueur des incendies, le hideux amas de cadavres que des balles coucheront sur le sol. […]

Jaurès a été notre réconfort dans notre action passionnée pour la paix. Ce n'est pas sa faute, ni la nôtre, si la paix n'a pas triomphé. Avant d'aller vers le grand massacre, au nom des travailleurs qui sont partis, au nom de ceux qui vont partir et dont je suis, je crie devant ce cercueil toute notre haine de l'impérialisme et du militarisme sauvage qui déchaînent l'horrible crime.

Cette guerre, nous ne l'avons pas voulue. Ceux qui l'ont déchaînée, despotes aux visées sanguinaires, aux rêves d'hégémonie criminelle, devront en payer le châtiment. […] Acculés à la lutte, nous nous levons pour repousser l'envahisseur, pour sauvegarder le patrimoine de civilisation et d'idéologie généreuse que nous a légué l'histoire. Nous ne voulons pas que sombrent les quelques libertés si péniblement arrachées aux forces mauvaises. Notre volonté fut toujours d'agrandir les droits populaires, d'élargir le champ des libertés. C'est en harmonie de cette volonté que nous répondons «présent» à l'ordre de mobilisation. Jamais nous ne ferons de guerre de conquête.

La classe ouvrière, le cœur meurtri, se soulève d'horreur devant le lâche attentat qui frappe le pays. Elle se souvient, cette classe ouvrière, qui s'est toujours nourrie des traditions révolutionnaires des soldats de l'An II allant porter au monde la liberté, que ce n'est pas la haine d'un peuple qui doit armer son bras, que son courroux, elle ne doit pas le diriger contre la nation victime de ses despotes et de ses mauvais bergers.

Empereurs d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie, hobereaux de Prusse et grands seigneurs autrichiens qui, par haine de la démocratie, avez voulu la guerre, nous prenons l'engagement de sonner le glas de votre règne.

Nous serons les soldats de la liberté pour conquérir aux opprimés un régime de liberté, pour créer l'harmonie entre les peuples par la libre entente entre les nations, par l'alliance entre les peuples. Cet idéal nous donnera la possibilité de vaincre.[…]

Non, camarades, notre idéal de réconciliation humaine et de recherche du bonheur social ne sombre pas. Arrêté un moment dans sa marche, il prépare quand même, pour demain, de meilleures conditions de son développement à travers le monde.

C'est l'ombre du grand Jaurès qui nous l'atteste."

APHG

c) Bilan et conséquences immédiates

Jusqu'à la guerre, seule la CGT avait vraiment remis en cause la nécessité de la préparation de la défense nationale : la SFIO avait lutté contre les "trois ans" au nom d'une meilleure organisation de la défense nationale, selon les idées de Jaurès. **Au moment de la crise de 1914, une fois le sauvetage de la paix mis en échec, les socialistes se rallièrent à l'idée de la participation à la guerre, mais aussi les syndicalistes, avec davantage d'hésitations toutefois**. Ce fut la preuve que, contrairement à ce que les années précédentes avaient laissé espérer ou craindre, le monde ouvrier français avait **conscience d'appartenir à la nation** et de devoir la défendre. **Le rêve d'un monde et d'une civilisation exclusivement prolétariens a vécu**, 1914 a porté un coup terrible à cette utopie, et justement la Grande Guerre va faire passer, comme partout en Europe, le monde ouvrier français d'une situation de ségrégation, totalement subie mais largement revendiquée, à une position d'intégration à l'ensemble de la société : ce sera là une transformation majeure de l'histoire française. Peu ou prou, la même réflexion patriotique joue, sauf évidemment son caractère jacobin, dans les autres pays européens : c'est, non pas exactement la faillite de l'Internationale, mais la grande carence de l'esprit internationaliste. En conséquence, s'établit à l'intérieur de chaque nation **un climat psychologique et politique de trêve, qu'on appela en France "union sacrée" et en Allemagne "paix civile".**

Au plan de l'opinion publique, il faut impérativement distinguer deux moments. Le **samedi 1er août**, en fin d'après-midi, lors **de l'annonce en France de la mobilisation**, techniquement réussie (seulement 1,5 % d'insoumis, alors qu'on s'attendait à 13 %) [1], il n'y eut **guère d'enthousiasme** pour la guerre "fraîche et joyeuse" : la stupéfaction, l'angoisse, la résignation, dominèrent la lecture des fameuses affiches. Le phénomène est véritablement européen, sans doute moins marqué qu'ailleurs en Russie, où se posait le problème de l'identification claire et patriotique des deux ennemis, qui n'étaient pas ancestraux, mais en Autriche-Hongrie, à la surprise décontenancée de l'Entente, il n'y eut pas de défection, même morale, chez les peuples slaves. **Cependant, au moment du départ des mobilisés pour la frontière, l'atmosphère fut de résolution et de sens du devoir, et des scènes d'élan patriotique, voire de joie guerrière se produisirent : en finir une bonne fois**, "À Berlin !", pendre le Kaiser, partout partir pour un été, revenir pour les vendanges ou à la Noël… Souffrir et mourir ? La **carte postale** avait habitué à une vision aseptisée de la guerre, les journaux enchaînèrent au début d'août par un **bourrage de crânes** éhonté : les balles modernes ne sont pas dangereuses, les Allemands — on ne dira en France "les Boches" qu'au bout de quelques semaines — sont affamés, le perfectionnement des armes provoque partout la diminution des pertes… Dans les villes et de la part de civils, espionnite,

[1] J.-J.Becker, *Le Carnet B, les Pouvoirs publics et l'Antimilitarisme avant la guerre de 1914*, Klincksieck, 1973, 228 p.

APHG

hystérie et vandalisme xénophobe se déchaînèrent, ce dont furent à Paris victimes les magasins portant des noms étrangers et les **laiteries Maggi** : le bruit avait couru — grâce à l'Action française — que ces dernières appartenaient à une société allemande.

En France, **l'Union sacrée** fut largement la conséquence de l'ancienneté et de la solidité de la nation. **Le 4 août 1914, le président du Conseil, René Viviani, lut à la Chambre des députés le message que lui adressait Poincaré, le président de la République, et qui contenait la fameuse formule sur l' "Union sacrée".** En Allemagne, l'empereur eut cette phrase : "Je ne connais plus de partis, je ne connais plus que des Allemands." On y parla, mais un peu plus tard, de "paix civile" (*Burgfrieden*). Encore faut-il entendre que ces expressions ne signifiaient nulle part la disparition des partis, mais désignaient l'attitude devant l'ennemi de tous les "fils" du pays concerné. **En France, il fallut plusieurs mois pour que l'expression entrât, avec un sens élargi, dans le langage habituel. On évoqua en effet dans un premier temps la "réconciliation nationale", la "trêve des partis"**, soit l'arrêt momentané des luttes entre Français afin de se consacrer à la défense de la patrie menacée, la victoire étant bien entendu espérée et dans un futur proche de quelques mois seulement.

Le 26 août 1914, Viviani a élargi son cabinet pour en faire un gouvernement d'Union sacrée. Delcassé revient aux Affaires étrangères. Deux socialistes, Jules Guesde et Marcel Sembat, entrent au ministère.

Les chambres sont ajournées du 2 septembre au 22 décembre 1914 et le gouvernement exerce une quasi-dictature.

Les **armistices intérieurs qui s'instaurèrent en 1914 étaient fort ambigus**. En France, tous les courants politiques, sociaux et religieux considérant qu'ils avaient raison jusque là, **l'Union sacrée ne fut en aucun cas un retour sur soi et un reniement des positions antérieures**. On n'était **pas d'accord non plus sur l'avenir**, pour lequel il n'y eut pas de *consensus*. Les socialistes attendaient de la guerre l'extension de la démocratie en Europe et la démonstration de l'horreur de la Guerre, donc la mise en valeur de l'idéal de fraternité humaine, symbolisé par l'idéologie socialiste internationale et exprimé dans le discours de Jouhaux **Mais pour les nationalistes, qui n'attendaient que la victoire de la nation française sur l'allemande, la guerre serait la double démonstration de l'inanité des théories pacifistes et de la valeur fondamentale de la notion de patrie éternelle**. La gauche française en sortirait amoindrie, comme la hiérarchie catholique voyait la France ramenée à la foi des ancêtres. En se prolongeant et en s'éloignant fort de ce qu'on avait pu imaginer, la Grande Guerre allait démontrer que tout le monde avait tort en 1914 et **faire de l'Union sacrée une fiction**.

En réalité, il n'y a pas eu d'Union sacrée au sens d'union « absolue, naïve, puérile » (M.Agulhon) :

- l'Union sacrée n'est pas la « trêve des partis »

APHG

- **chaque courant politique ou spirituel maintient fermement ses positions** : Édouard Vaillant (*cf.* biographie dans le dossier biographique) est particulièrement ferme à la SFIO, les nationalistes disent que le déclenchement prouve que les théories pacifistes sont du vent et ils ne donnent nullement quitus à la République de son passé [1], l'Église est convaincue que les circonstances vont lui rendre la place qu'il lui avait été enlevée dans la société française. **Chaque courant est d'ailleurs convaincu que l'après-guerre sera son triomphe**
- **au niveau gouvernemental l'Union sacrée n'existe guère** ! Les hommes du centre n'apparaissent dans le gouvernement que fin août ; **ce n'est que fin 1915 qu'un homme de droite, Denys Cochin** (*cf.* biographie dans le dossier biographique), apparaît dans un gouv., celui d'A.Briand (il quitte d'ailleurs le gouv. le 2 août 1917 en accusant Briand de faire disparaître l'Union sacrée à cause de son anticléricalisme)
- **une dérive droitière de l'Union sacrée : Clemenceau est investi massivement par la droite**
- **au fond un vernis d'Union sacrée n'existe qu'à cause de la peur des Allemands, qui arrivent si près de Paris : un sentiment national adapté à l'état de guerre**

2°) Grande Guerre, sentiment national et culture de guerre

- Contexte essentiel : très nombreux morts dès 1914
- contestation rapide de l'Union sacrée au sein de la CGT et de la SFIO, *cf.* les conférences de Zimmerwald et de Kienthal
- puis mouvements de grève, mutineries

APHG

a) Gouvernement, opinion publique et propagande

La guerre engagée, il apparut utile de concrétiser l'Union sacrée en élargissant la composition du gouvernement Viviani, issu de la victoire de la gauche aux élections du printemps. Le 26 août 1914 il s'agrégea des hommes du centre venus de la gauche, Briand, Delcassé, Millerand, un homme de droite, Alexandre Ribot, et surtout les socialistes entrèrent au gouvernement avec Jules Guesde (ministre sans portefeuille) et Marcel Sembat (Travaux publics). Le 2 septembre le gouvernement, devant l'avance allemande, s'installa à Bordeaux. C'est l'époque où le **Grand Quartier général empiétait largement sur les pouvoirs civils**, d'autant plus que le parlement avait été mis en vacances dès le début du conflit et qu'il avait été décidé de suspendre les libertés de presse et de réunion, d'instituer état de siège et censure. Contrairement aux craintes des socialistes comme Marcel Sembat qui avaient pensé que de la guerre sortirait à bref délai un régime conservateur — la Ière République n'avait-elle pas cessé d'être un régime libéral à cause de la guerre ? — , le régime républicain français avait bien résisté au premier assaut ; la guerre

[1] La guerre est la revanche de l'état-major sur le « cloaque » des politiciens, pour Barrès.

se prolongeant, **le parlement fut rappelé en session extraordinaire à la fin de décembre 1914** (et il siégera normalement en 1915).

L'opinion publique française s'installa elle aussi dans l'idée d'une guerre moins courte qu'on ne l'avait pensé. À cause de la situation démographique du pays, les hommes avaient été en 1914 mobilisés davantage que dans les autres pays en guerre ; **pendant les mois de l'été et du début de l'automne 1914, la vie économique s'arrêta presque totalement** ; la population civile vécut sur ses réserves, comme l'armée sur les stocks constitués en temps de paix. Un effort instinctif de mobilisation des bras avait **assuré la moisson**, répondant d'ailleurs à l'appel lancé en ce sens par Viviani le 6 août, notamment aux femmes françaises.

Un moratoire — on disait encore *moratorium* — des loyers avait été décidé. Une loi du 5 août 1914 accorda, à chaque famille nécessiteuse dont le soutien était à l'armée, une **allocation de 1,25 F par jour**, plus une majoration de 50 centimes par enfant de moins de 16 ans, somme insuffisante, mais moyen empirique de faire supporter la guerre et augmenter la participation des campagnes françaises à une économie monétaire. Vinrent un automne et un hiver ; l'armée éprouvait des besoins matériels énormes et inattendus, on ne pouvait pas négliger davantage les besoins civils : il fallut avoir recours à la **main-d'œuvre féminine** et aux “ **affectés spéciaux** ” , ouvriers mobilisés transférés à la production industrielle. **L'*arrière* s'installait dans la perspective d'une guerre longue, comme le front dans la guerre de tranchées**.

L'élargissement des fonctions de l'État apparaît également dans le domaine de l'information : engagé dans une guerre longue, l'arrière doit tenir. Aussi faut-il agir sur l'état d'esprit des populations pour affermir les forces nationales et, par la propagande, affaiblir celles de l'adversaire. La presse, le courrier sont régulièrement soumis à la **censure** : les mauvaises nouvelles sont supprimées, et les ***communiqués*** sont destinés à “ soutenir le moral ”.

Le grand problème des gouvernements est d'entretenir le moral. Celui des soldats certes, qui peut flancher , mais aussi celui de l'arrière. “ Pourvu qu'ils tiennent ! ” , s'exclame dans un **dessin célèbre de Forain** un *poilu*. Pour ce faire, l'État use de deux armes efficaces, l'une défensive, la censure, l'autre offensive, la propagande.

La **censure**. Journaux et correspondances sont régulièrement censurés, *caviardés* comme on dit, en référence au temps où les censeurs répandaient de l'encre sur les lignes incriminées. Pas de mauvaises nouvelles — elles seraient défaitistes. “ Pourvu qu'on ne parle dans ses écrits [note le journaliste Alfred Capus] ni de l'autorité, ni du gouvernement, ni de la politique, ni des blessés, ni des atrocités allemandes, ni du service des postes, on peut tout imprimer librement ! ”

Le **bourrage de crânes**. Il apparaît nécessaire d'euphoriser les citoyens à coups de fausses bonnes nouvelles. Un secteur entier des médias du temps est consacré à “ bourrer

le crâne ” des lecteurs de *bobards* dont les outrances, aujourd'hui, amusent et scandalisent à la fois. **Il n'est pas sûr que les Français aient été dupes** ; ce qui est certain, c'est que les officines ministérielles qui fabriquaient et faisaient diffuser ces nouvelles étaient inquiètes, et de la situation militaire, et du moral de l'arrière. Ainsi, par la censure et par la désinformation, les gouvernements faisaient la guerre en affichant leur mépris d'une opinion qu'ils manipulaient. En temps de guerre, la fin ne justifiait-elle pas les moyens ? Question perverse, mais moderne, car il est sûr que le bourrage de crâne s'est adapté à la guerre (et à l'évolution de l'opinion) et est devenu de plus en plus subtil.

L'esprit public a été mobilisé par les belligérants. La censure des nouvelles a certes contribué à maintenir le moral, mais le “ bourrage de crânes ” a, de son côté, remplacé l'information critique. ***Le Canard enchaîné***, qui naît pendant la guerre, déclare dans son n° 1 qu'il n'insérera que “ des nouvelles rigoureusement inexactes. Chacun sait, en effet, que la presse ne communique à ses lecteurs, depuis le début de la guerre, que des nouvelles implacablement vraies... ” Un **sottisier des journaux** parisiens suscite ironie et amertume ; la presse aura perdu pour toujours sa crédibilité d'antan.

cinéma « d’actualité » (1915>>>)

Littérature, histoire sont systématiquement déformées pour justifier le point de vue de chaque camp ; Français et Allemands se disputent Charlemagne pour le onzième centenaire de sa mort (814) : roi des Francs pour les premiers, *Karl der Grosse* d'Aix-la-Chapelle pour les seconds. **Dieu** lui-même est convoqué : “ Chaque bulletin de victoire des armées allemande, autrichienne ou russe remercie le maréchal Dieu ; car chacun a le sien ” (R. Rolland). Les Allemands ont inscrit sur leurs ceinturons *Gott mit uns* (“ Dieu avec nous ”), mais le Français **Claudel** affirme que “ ce que nous défendons, c'est Dieu même, qui s'est remis à notre garde ”.

Le problème de la « guerre longue » :

- Partout l’élan patriotique initial a fait place à “ une sorte de **soumission fataliste** au destin ” (P.Renouvin) chez les combattants et à une angoisse permanente dans les familles. Signes d’impatience et contestation de l’effort de guerre pouvaient être également redoutés par les gouvernements.
- “ La mobilisation de l'imagination fit partie intégrante du conflit ” (J.Winter), inaugurant un nouveau rôle de l’État. Il fut le règne de la censure (et de l’autocensure), sur le chiffre des pertes, le caractère véritable de la guerre, avec éventuellement des consignes officielles. Il fut le temps des *bobards*, de **la léthargie des organisations politiques et syndicales** (plus que l' “ union sacrée ” ou la “ trêve des partis ”), de l’accoutumance à la guerre, de la banalisation de la guerre, tandis que les Églises rivalisaient d'ardeur patriotique. Le moral se dégrada partout pendant l'année 1917, avec des grèves, des manifestations, et l’ampleur du *défaitisme*. Il fallait, de toute manière et souvent, vivre dans un pays en guerre, éventuellement occupé, en tout ou partie.

APHG

- Les **journaux de tranchées montrent le sens du devoir envers le pays, la force du sentiment national**, mais, loin des considérations abstraites du patriotisme officiel, celui-ci trouve sa source dans des préoccupations concrètes, défense de la famille et de la terre, par exemple. Ils montrent aussi la défiance, le mépris, voire la haine, du " bourrage de crâne " et des " **littérateurs du territoire** " (Maurice Barrès et Gustave Hervé) à l'usage des civils : comment les poilus pourraient-ils y croire ? Il y a d'ailleurs une filiation très nette entre ces journaux et des journaux satiriques de l'arrière, comme, en France, *Le Canard enchaîné* (apparu définitivement en juillet 1916).
- " Trois pays seulement ont vu leurs forces morales se maintenir à la hauteur de leur puissance matérielle : la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne " (J.-J.Becker). **Modernisme que cet « encadrement » des populations, mais a-t-il été le facteur principal ?** Autres facteurs : alphabétisation, école (*cf.* formule de Jules Ferry), démocratie, etc. Autre idée : la propagande peut interdire mais pas créer >>> la **culture de guerre est l'œuvre, non de l'État, mais de milliers d'individus, journalistes, pédagogues, écrivains, acteurs, peintres, chansonniers, ecclésiastiques, maires, instituteurs non mobilisés et institutrices, artisans et industriels** (pour les « objets culturels » de 14-18). **Les « autorités » n'ont joué qu'un rôle d'accompagnement**
- les « **intellectuels** » français ont joué un rôle clef :
* cristallisation d'un corpus d'idées
* origines variées : académiciens, Université,
* **devenirs variés**, *cf.* Alain (voir sa biographie dans le dossier biographique)
* **mais certains intellectuels gardent le silence d'un bout à l'autre de la guerre** : Gide, Proust [1], Valéry…)
* des **structures de regroupement et de coopération** : Comité d'Études et de Documents sur la guerre (rép. modéré, Lavisse président, Émile Durkheim secrétaire, Bergson, Émile Boutroux, Seignobos, Gustave Lanson membres), Ligue civique d'Hubert Bourgin (1917, plus à gauche)
* **Lavisse et Durkheim publient** des *Lettres à tous les Français* 1915 >>>, en fascicules écrits dans une langue simple, réunis en un volume en 1916
* **rôle de Barrès** (*cf.* biographie dans le dossier biographique)
* **Ce soutien intellectuel à la guerre regroupe très largement sur le plan politique, puisqu'il transcende la « faille » ouverte dans ces milieux par l'affaire Dreyfus** : les intellectuels catholiques comme Léon Bloy côtoient les hommes du nationalisme idéologique comme Maurras, Barrès et Léon Daudet et, surtout, les hommes de gauche, socialistes compris, comme Gustave Lanson, Gustave Hervé, Anatole France [2]… **Très peu d'intell. de**

APHG

[1] Né en 1871, Proust a été un dreyfusard actif. Pendant la Grande Guerre, il approuve la "guerre du droit" mais refuse l'excès nationaliste. Il obtient le prix Goncourt en 1919 (voir plus loin). En octobre ou novembre 1914, il a cette formule : « La vie a beau être courte, que de choses nous avons vécue, l'affaire Dreyfus, la guerre… »
[2] Avant de choisir de se taire, il avait publié, en 1915, *Sur la voie glorieuse*, qu'il renia par la suite.

gauche maintiennent leurs positions pacifistes d'avant-guerre : Romain Rolland est une exception ; **Barbusse** lui-même ne se rallia que très progressivement — et incomplètement en fait — au pacifisme, et il reste dans *Le Feu* — prix Goncourt à la fin de l'année 1916 — des traces nombreuses de son acceptation initiale de la guerre. Comme l'a remarqué Christophe Prochasson [1], pour **Barbusse** comme pour la plupart des intellectuels « de gauche », le refus total de la guerre ne s'est pas manifesté *pendant* le conflit, mais essentiellement *après* la victoire française.

* « La guerre a mis aux prises deux conceptions différentes de Dieu et de l'Humanité », cette phrase de Lavisse, écrite en 1915, synthétise parfaitement le sens qu'ont atribué à la guerre les intellectuels français, la lecture qu'ils ont faite du conflit et la manière dont ils ont traduit l'un et l'autre à l'usage du + grand nombre. La **guerre est vue, non comme une revanche d'une nation à une autre, comme une lutte entre nations, mais comme la lutte entre Civilisation et Barbarie**. L'idée que la guerre puisse être une « guerre civile » européenne est radicalement étarngère aux contemporains.

- **Cause fondamentale** : les « **atrocités allemandes** » de 1914, vite connues (des rapports officiels très vite), illustrées en France (brochures, *L'Illustration*), et bien réelles historiquement. Ont créé de nouvelles raisons de combattre : la France est la « grande nation », héritière de la Révolution française, elle est la « fille aînée de l'Église », en lutte contre les **nouveaux Huns** : une jonction entre le messianisme républicain et le messianisme religieux [2]

L'Alliance française, républicaine dès sa naissance en 1883, mène une propagande de guerre puis est associée avec d'autres comités dans une **Maison de la Presse**, fondée en 1915 par Philippe Berthelot [3] :

- conférences, cours de français, propagande imprimée,
- projets de réorganisation de la diplomatie culturelle pour l'après-guerre

mais à l'extrême droite une idée très différente, une dérive droitière de l'Union sacrée : la guerre pourrait être régénératrice de la nation car créatrice d'élans vitaux, legs du darwinisme social de la Belle Époque, ce qui pose le problème des enfants issus des viols commis par les Allemands

- **la « culture de guerre » intègre les enfants à la guerre** [4], elle suppose une très forte adhésion de l'opinion, un « investissement affectif immense » (Pierre Chaunu), mais tout

ARTG

---

[1] Chr.Prochasson, *Les intellectuels, le socialisme et la guerre. 1900-1938*, Seuil, coll. "L'Univers historique", 1993, 360 p., *passim*.

[2] Les « atrocités allemandes » sont évoquées dans deux livres récents : J.Horne & A.Kramer, *1914. Les atrocités allemandes*, Tallandier, 2005, 640 p., G.Ponsinet, *Guerre aux civils-guerre des civils dans les Ardennes envahies de 1914 à 1918*, L'Harmattan, 2012, 272 p.

[3] François Chaubet, « De la propagande à la diplomatie culturelle : l'Alliance française et la culture de guerre », dans D.Rolland dir., *Histoire culturelle des relations internationales. Carrefour méthodologique. XXe siècle*, L'Harmattan, 2004, 268 p., pp. 55-77

[4] S.Audouin-Rouzeau, *La guerre des enfants. 1914-1918. Essai d'histoire culturelle*, Armand Colin, 1993, 186 p., réédition, 2004, 304 p.

cela n'est guère le résultat d'une « propagande », c'est le **symptôme de la vigueur d'une culture nationale**, c'est un résultat non une cause

- **la question de la résistance de cette culture à la longueur du conflit** : les premiers signes de crise du moral apparaissent en 1916, avec une remobilisation de l'opinion en 1918, face aux offensives allemandes

b) Les soldats et la Nation

8 millions de mobilisés, parmi lesquels 16,8 % de **morts** (15,4 % seulement en Allemagne), dont la moitié en 1914 et 1915. **Pertes** très fortes chez les officiers des unités combattantes (un sur trois dans l'infanterie, alors qu'un fantassin sur quatre). **La moitié des élèves de la rue d'Ulm en cours de scolarité ont été tués** (c'est, évidemment, plus fort chez les Saint-Cyriens). 40 % des soldats mobilisés ont eu au moins une **blessure**. La Première Guerre Mondiale laisse 300 000 **mutilés**

les **raisons** de la résistance des soldats et de la nation :

- à court terme, on a dit : héroïsme, récusé par les anciens combattants, *cf.* A.Prost
- une forme de « consentement » à la guerre, imposée ?

les **sources** directes : les **lettres** écrites, la **presse** de tranchée, les **carnets** des combattants. Mais y a-t-il eu UN soldat français type ? Diversité (sociologique, etc.), cependant la guerre a été un « creuset », à tous niveaux, *cf.* le recul des patois par éclatement des régiments « régionaux » formés au début de la guerre >>> absence fréquente de différence de nature entre les propos tenus par des soldats d'origines pourtant très diverses, une « culture combattante »

la **mentalité des combattants** :

- **sentiment de coupure vis-à-vis des civils, de l' « arrière », sentiment de vivre dans une « île » ou un « archipel ».** D'autant que la coupure matérielle entre la « zone des armées » et le reste de la nation est très étanche, contrairement à l'Année terrible. Mais elle n'est **pas intellectuelle** : lettres (avec gestion à distance de l'exploitation familiale, par ex.), journaux (les soldats sont au courant de l'évolution de la situation internationale), colis, permissions, etc.
- **ambiguïté des rapports arrière-avant** : mépris mais fascination, le « moral » des soldats évolue comme celui des civils au cours de la guerre, au rythme des « nouvelles », hostilité au « bourrage de crânes » mais **les soldats s'expriment assez souvent dans leurs lettres comme les journaux parisiens** (poids de la culture scolaire, etc.)
- **force du sentiment national, patriotisme défensif, renforcé par la carte de la guerre** et le danger, en 1914 et en 1918, de la prise de Paris. Reculer, en 1918, c'est laisser les **cimetière** militaires d'arrière-front aux mains des Allemands !
- une **sacralisation du sol national**, même chez les soldats des corps expéditionnaires, mais les soldats parlent peu d'histoire nationale dans leurs lettres. Défense de la terre chez

APHG

des soldats largement paysans, des « petites patries » ; une guerre de libération (des « régions envahies »)

- **désir d'un monde meilleur pour les générations à venir**
- **sens du « devoir », qui ne discute pas, et qui est rappelé par les lettres de l'arrière** (legs évident de l'école ici), qui se confond avec les devoirs envers Dieu chez les catholiques, qui ont tendance à insister sur l'idée de sacrifice, sur l'idée de martyre [1]
- **hostilité envers l'adversaire, niée après-coup par une certaine élite ancien-combattante, cultivée, pacifiste**. Les « fraternisations » ne sont destinées qu'à limiter le niveau de violence aux premières lignes et à faciliter la vie quotidienne. **Une hostilité à l'adversaire + marquée que dans les autres armées** : « Boche » est plus agressif que le « Franzmann » allemand ou le « Fritz » anglais, l'ennemi est un Barbare. **La guerre est barbare mais elle permet de sauver la Civilisation, de faire triompher le droit, d'atteindre un « âge d'or » fraternel**. Comme dit un personnage du *Feu* de Barbusse, « Faut tuer la guerre, faut tuer la guerre dans le ventre de l'Allemagne ! »

les mutineries de 1917 :

- Sans prendre les proportions de la crise russe, de sérieuses difficultés surgirent en 1917 chez tous les combattants. Elles étaient dues au désespoir de voir se prolonger les souffrances de la guerre.
- la **vulgate** : L'échec total de l'offensive Nivelle créa en France une situation tendue. Au sein du parti socialiste, les *minoritaires*, favorables à la paix sans annexion et au retrait des ministres socialistes du gouvernement, renforcèrent leurs positions. En mai, l'agitation ouvrière se développa, à Paris et en province (100 000 ouvriers étaient en grève à Paris, en juin). Dans l'armée même, des mutineries éclatèrent, pour protester contre le coût humain d'une guerre interminable. **Des régiments refusèrent d'obéir et de monter en ligne. Les soldats envoyèrent des délégations à leurs chefs de corps. Allait-on connaître en France la même désagrégation qu'en Russie ?**

En fait les incidents, limités à une zone bien précise située près de Soissons, ne durèrent que trois semaines et furent très peu politiques. Le général Pétain réagit avec fermeté. Les Conseils de guerre prononcèrent 554 condamnations à mort, dont 49 furent exécutées ; depuis le début de la guerre, on avait eu 22 ou 23 condamnations à mort par mois pour désertion, avec 7 ou 8 exécutions. Mais **Pétain** réagit aussi en améliorant les conditions de la vie du soldat — ravitaillement, permissions — ; la crise fut enrayée, des incidents plus ou moins violents éclatant toutefois jusqu'en janvier 1918. Il est sûr que les Allemands n'en apprirent l'existence qu'à l'époque où les mutineries prenaient fin. Il ne semble pas que la crise ait été due principalement à la propagande pacifiste de certains socialistes mais plutôt aux souffrances des soldats. En tout cas, en septembre, les **socialistes refusèrent de participer au nouveau gouvernement Painlevé**. Celui-ci mena

[1] *Cf.* A.Becker, *La guerre et la foi. De la mort à la mémoire (1914-1930)*, Armand Colin, coll. "U", 1994, 141 p. & N.-J.Chaline dir., *Chrétiens dans la première guerre mondiale*, Le Cerf, 1994, 201 p.

APHG

une vie précaire jusqu'à ce que, le 16 novembre, il fût remplacé par un homme énergique, violent adversaire du défaitisme, convaincu que la guerre devait être gagnée et qu'il fallait tout y sacrifier : Georges Clemenceau.

Un tiers de l'armée française a été indemne de toute « crise du moral », un tiers a été fragile, un tiers a été gravement touché

G.**Pedroncini**, *Les Mutineries de 1917*, PUF, 1967, 328 p. & *1917. Mutineries de l'armée française*, Gallimard, coll. "Archives" (travaux confirmés par des recherches récentes, évidemment ici faire particulièrement attention aux NPI [1]) :

- le nombre de mutins, au sens strict, n'a pas dépassé 40 000
- ils ont été minoritaires dans leurs unités
- aucune fraternisation avec les Allemands, aucune désertion vers l'arrière
- refus de retourner aux tranchées de 1ère ligne, mais pas de rester dans les tranchées
- le reflux du mouvement se produit *avant* la répression du mouvement

Ce qui nous importe, au fond, c'est qu'il ne se soit pas produit davantage, et bien plus tôt, de mouvements d'insubordination

conclusion sur les soldats :

- la majorité d'entre eux a souhaité gagner la guerre, en fonction du bon droit de la France
- la guerre a été un « travail », effectué par des « ouvriers », conscients de leur « devoir »

c) L' « arrière et la nation en guerre

Le point le plus faible du moral français fut atteint entre mai et juillet 1917 et aboutit à une sorte de « morosité patriotique » qui débouche en 1918 sur la résignation à la nécessité de tenir puisque la carte de guerre est défavorable à la France

grandes différences soldats / AR / Français occupés / Français des régions proches du front français (un « arrière-front »). On pourrait ajouter la catégories des Français dont les parents et/ou les grands-parents ont été occupés en 1870-1871 et qui ne le sont pas en 1914-1918

les **souffrances et les difficultés** :

- une réussite relative de l'économie de guerre française
- absence des hommes, attente des nouvelles, annonces des blessures, des morts, épreuve du deuil, visites du maire de la commune
- monde rural : des difficultés économiques limitées et moindres qu'en Allemagne : les allocations militaires (voir plus haut) apportent un secours, essentiel à la campagne, inflation, enrichissement du monde rural malgré le manque de main-d'œuvre (pallié par recours aux vieux et aux femmes), maintien du « moral » du monde rural, avec glissement du consentement à la guerre à la résignation : l'idée de la « rupture du consensus national » ne peut pas s'ancrer dans le monde rural

[1] Niaiseries puisées (ou piquées) sur l'Internet.

APHG

- monde ouvrier : grosses difficultés, malgré les allocations, les « affectés spéciaux » et le moratoire des loyers : phénomène de la « vie chère », difficultés du ravitaillement (charbon, sucre par ex.), rationnement à partir de 1917, mais la carte d'alimentation n'existe qu'à partir de juin 1918. Le maillon faible de la « force de tenir » française entre 1914 et 1918, mais :
* les ruptures sont tardives, *cf.* les premières grandes grèves seulement printemps 1917 (début 1915 en Grande-Bretagne, printemps 1916 en Allemagne). 1er mai combatif, avec des slogans antipatriotiques, grandes grèves en région parisienne, à Toulouse, mais sans mots d'ordre révolutionnaires
* un pacifisme non idéologique
* aspiration à une paix blanche
* la population ouvrière est la plus fragilisée
- **La crise ouvrière de 1918 est bien plus révélatrice d'une rupture du consensus** :
* d'autant qu'elle se produit à un moment où le reste de la population a retrouvé le moral !
* un mouvement géographiquement plus étendu en 1918 qu'en 1917 : s'ajoutent la Loire, la Nièvre, Lyon, etc.
* les grévistes sont + nombreux
* durcissement des mots d'ordre : pacifisme, idée de « grève jusqu'à la paix », réf. à la 2e rév. russe
* mais les grèves sont brèves, elles sont entravées par les effets des grandes offensives allemandes
* et la frontière entre le pacifisme et le défaitisme n'est pas franchie par la base mais par quelques militants seulement
* >>> un très faible impact de la rév. bolchevique

à partir de juillet 1918 une unanimité nationale se reconstitue autour d'une confiance accrue dans une paix par la victoire : le ressort d'août 1914 s'est rendu à nouveau. Et en octobre 1918 on enregistre une hostilité à tout armistice prématuré, une volonté d'écraser l'adversaire

APHG

d) La notion de « culture de guerre »

« L'histoire des guerres est inséparable de celle des *cultures* des peuples concernés. » (J.-J.Becker). Celles-ci sortent considérablement marquées par le conflit. **La « culture de guerre », c'est d'abord la faculté et la détermination à résister à la durée et à la dureté de la guerre**. La Première Guerre mondiale, sous l'angle des cultures, fut une immense tension collective de type eschatologique. À l'avant, il faut *tenir*, et à l'arrière cette culture est faite d'une véritable « religion civile » de la guerre : la guerre — souffrance majeure — est un enjeu de civilisation, elle a des buts supérieurs — ce qui permet d'oublier les souffrances du présent — , et, bien sûr, toute une propagande est développé par l'État, les intellectuels et les Églises.

La « culture de guerre » peut être définie comme l'ensemble des représentations, des attitudes et des pratiques des années 1914-1918 : il y a eu une *totalisation* de la guerre, avec franchissement de plusieurs seuils de violence, dégâts psychologiques sur les soldats, au fond une immense tension collective de type eschatologique.

À long terme, cette « culture de guerre » est un élément capital de la mémoire collective, faite du souvenir et du culte des ruines, avec des villes reconstruites à l'identique, comme Ypres (Belgique), entièrement rasée lors des combats, et devenue lieu de mémoire international. Ces lieux ont pu être « récupérés », comme Dixmude (Belgique), par les *flamingants*. Des musées sont constitués très tôt, mais tard avec un regard d'historien, comme à **l'Historial de Péronne (Somme), ouvert en 1992**, récit historique et « centre d'histoire culturelle comparée des pays en guerre ». Il a existé des photographes spécialisés, comme Jean Cartier, des écrivains antimilitaristes comme Yves Gibeau (1916-1994), des B.D. de la guerre, dans lesquelles le regard critique a tardé (mais, en France voir Jacques Tardi, *C'était la guerre des tranchées*).

Conclusion du 2°) :

- la Première Guerre mondiale, moment d'apogée du entiment national français (ce pourrait être un sujet !)
- en raison de l' « investissement » des Français sur leur Nation, porteuse d'immenses attentes, pratiquement de type religieux
- *Cf.* Raoul Blanchard, à la fin de son « Journal de guerre » : « Un monde nouveau se lève »

APHG

3°) La victoire de la nation France

André **Tardieu**, un des négociateurs du traité de Versailles : « La guerre étant nationale, c'est toutes les forces nationales qu'elle avait mises en jeu » >>> une victoire de la nation

achèvement de l'*Histoire de France* **Lavisse** (*Histoire de France contemporaine depuis la Révolution jusqu'à la paix de 1919*, 1920-1922, IX tomes en 9 vol.)

a) Le 11 Novembre et la paix

Les Français à l'heure de l'armistice [1] **:**

- L'opinion s'était convertie, abandonnée, à l'idée de la guerre sans fin, sans issue. Paradoxalement, pendant l'été 1918, malgré le retournement de la situation et le sentiment de plus en plus assuré de la victoire, on ne s'attendait pas à la fin prochaine de la guerre. De sorte que, après avoir été surpris par la guerre quatre ans plus tôt, on allait maintenant être **surpris par la paix**, malgré la durée des tractations (plus d'un mois)
- **L'opinion balance entre deux réactions (*cf.* le vif conflit entre Poincaré et**

[1] article portant ce titre, de J.-J.Becker, *Historiens et Géographes*, déc. 1988, pp. 283-290

Clemenceau) :

* reculer l'armistice jusqu'à l'occupation partielle du territoire allemand, en étant très fermes avec les All. ; des journaux de droite que l'armistice soit un piège, permettant à l'armée allemande d'obtenir un répit

* lassitude, crainte que la guerre ne se prolonge encore longtemps, on redoute les morts à venir, d'autant que l'armée all. se défend pied à pied

* des parties de l'opinion, mais aussi coexistence ou alternance des deux opinions chez la même personne

- les milieux militaires soutiennent assez peu le premier point de vue
- impatience : au début du mois de novembre, on attend l'annonce de l'armistice ts les jours

une **date incomparable**, histoire et mémoire, somet de la communion nationale (?)

foules dans les rues, entrée des troupes françaises à Metz et Strasbourg, **liesse, surtout à l'arrière** ; applaudissements frénétiques pour Clemenceau à la Chambre (« la France hier soldat de Dieu, aujourd'hui soldat de l'humanité, sera toujours le soldat de l'idéal »), mais il n'y a **pas le mot « nation » dans le discours de Clemenceau**… Volonté de ne pas favoriser les nationalistes (et Clemenceu se prépare à écarter Poincaré des négociations de paix) ? de ne pas froisser les autres nations victorieuses, d'autant qu'il sait que la conférence de la paix va être difficile pour la France ?

mais les archives cinématographiques montrent beaucoup de visages graves, les habits et les brassards de deuil, l'armistice survient en plein épidémie de grippe espagnole

comment distinguer entre ceux qui étaient heureux de la victoire, d'avoir gagné la guerre et ceux qui l'étaient parce que la guerre était finie ? ou les deux ?

pour les catholiques l'armistice, signé le jour de la Saint-Martin, le saint qui a donné son nom à un nombre maximum de paroisses françaises, est la marque que la France est toujours le « soldat de Dieu » !

victoire de la **démocratie** pour beaucoup

rejeu de l'histoire et Clemenceau est le dernier survivant des députés élus à l'Assemblée nationale de 1871 ayant refusé de voter le traité de Francfort. Il hait l'Allemagne, mais est réaliste, par rapport aux revendications nationalistes à l'égard de l'Allemagne. Par contre il ne veut pas plébiscite en Alsace-Lorraine, d'autant que l'armistice oblige à une restitution immédiate de l'Alsace-Lorraine.

l'opinion est unanime à réclamer les « garanties » et les « réparations ».

La notion de « garanties de sécurité »

Désarmement, démilitarisation et occupation temporaire sont trois des quatre « garanties de sécurité », toutes résultats de compromis (car grandes étaient les ambitions françaises).

La quatrième et dernière, ce sont les **« traités de garantie »** : États-Unis et Grande-Bretagne garantissent la France contre une éventuelle invasion allemande. Mais ces traités,

APHG

annexés au traité de Versailles, ne seront jamais ratifiés ! (voir plus haut pour les États-Unis).

Conclusion : l'Allemagne est réduite à l'impuissance, tant que les vainqueurs sauront faire observer les clauses du traité de Versailles.

mais **l'opinion se divise entre « wilsonisme »** (qui tient grand compte du sentiment national) **et nationalisme**. Une « ligue » française, avec Charles Gide, Anatole France, Georges Duhamel, Jules Romains, de nombreuses manifestations en l'honneur de Wilson, qui s'entretient avec des syndicalistes, comme Jouhaux. Mais Wilson n'est pas le pacifiste que s'imaginent les socialistes français !

deux grandes pétitions en 1919 :

- ***Déclaration d'indépendance de l'esprit*, 26 juin 1919** :

* extrême gauche socialiste
* signée par Henri Barbusse, Georges Duhamel, Romain Rolland, Jules Romains
* les intellectuels ont mis leur « science » au service des gouvernements pendant la guerre : ils ont « abdiqué » !

- ***Pour un parti de l'intelligence*, 19 juillet 1919** :

* rédigée par Henri Massis (voir *Débuts*) ; extrême droite nationaliste, mais ratisse large
* signataires Action française ou proches : Charles Maurras, Jacques Bainville, mais aussi Jacques Maritain, Daniel Halévy
* l'intelligence nationale doit être au service de l'intérêt national

Barrès, bien sûr, persiste et signe (*cf.* biographie dans le dossier biographique). **Mais il est en retrait par rapport à de nombreux nationalistes et il appelle en 1921 les jeunes Français et Allemands à se réconcilier**.

l'Action française repousse l'argument de certains nationalistes : n'affaiblissons pas l'Allemagne, ce qui ferait le jeu des bolcheviks. Pour l'Action française **il faut faire payer le Boche**, etc. Immense succès des livres de **Jacques Bainville**, qui déborde la sphère de l'Action française. Des nationalistes relativement modérés, mais fermes, comme Louis Marin, député de Nancy.

les **radicaux** se sont regroupés derrière Henri Franklin-Bouillon pour qui la France devait annexer la Sarre, mais ils sont partisans de la SDN (*cf.* Léon Bourgeois et le programme de Nancy avant la guerre, *cf. BÉ*). Les congrès radicaux de l'après-guerre immédiat sont farouchement nationalistes

le **débat de ratification du traité de Versailles** :

- En France, un long débat de ratification dura du 25 août au 2 octobre 1919.
- N'ayant pu obtenir tout ce qu'il réclamait, **Clemenceau** estimait néanmoins que le traité de paix avec l'Allemagne était satisfaisant ; aussi le défendit-il avec fermeté.
- Le traité avait en France **deux types d'adversaires**.
- **À gauche** la plupart des socialistes, et en particulier Jean Longuet, petit-fils de Karl Marx,

APHG

reprochaient au traité d'être excessivement dur à l'égard de l'Allemagne, de ne pas tenir assez compte du principe des nationalités et, enfin, d'exclure la Russie bolchevique des négociations. Ils étaient soutenus par la CGT et une partie des ouvriers parisiens qui avaient organisé des grèves depuis janvier 1919 et une grande manifestation le 1er mai, en pleine conférence de Paix.

- **À droite**, de nombreux orateurs, et notamment l'écrivain Maurice Barrès et le député de Nancy Louis Marin, trouvaient au contraire le traité trop doux. Ils lui reprochaient de ne pas assurer la sécurité de la France.
- À tous **Clemenceau** répondit : « Quand on analyse ce traité qui a je ne sais combien de centaines d'articles, où toutes les questions sont traitées (*sic*), il ne faut pas oublier que ce traité si complexe vaudra pour ce que vous vaudrez vous-mêmes. Il sera ce que vous le ferez. »
- **Finalement, le 2 octobre 1919, la Chambre vota la ratification** (par 372 voix contre 53, dont 51 socialistes, et 74 abstentions).
- Voir aussi la biographie de Clemenceau dans le dossier biographique

b) La période du Bloc national

la majo. élue en 1914 était de gauche… Mais la majo. de Clemenceau est à droite…

À la diff. de la Grande-Bretagne, les **élections législatives** françaises eurent lieu assez tard, à l'automne, *i. e.* après le débat de ratification et…

l'agitation sociale de 1919-1920 :

- **difficultés de ravitaillement, diff. de la démobilisation, poussée révolutionnaire partout en Europe, évanouissement du vieux rêve ouvrier d'un monde indépendant** (*cf. BE*), sentiments et aspirations refoulés pendant la Première Guerre Mondiale
- **importantes grèves dès le début de 1919** (transports publics)
- **loi */* journée de travail de 8 heures** (23 avril 1919)
- **imp. manif. du 1er mai 1919**, avec très violents affrontements entre manifestants et forces de l'ordre
- **croissance des effectifs** de la CGT et de la SFIO
- mutinerie « de la mer Noire »
- **grève des cheminots du printemps 1920** : une collusion entre « péril allemand » et « péril bolchevique », car les meneurs sont farouchement « antipatriotes » et révolutionnaires, **l'opinion croit largement à un complot « germano-bolchevik », sabotant la victoire**. Barrès : « les Allemands ont décervelé la Russie »
- sur **les grèves de 1919-1920**, voir le scannage du Laroulandie (*La France de 1898 à 1940*, Ellipses, 1996, 320 p., p. 111), **polycopié**

les **élections législatives françaises** (16 novembre 1919) :

- avec un système électoral changé (scrutin de liste)

APHG

- constitution de listes à la ressemblance de la majorité clémenciste : Adolphe Carnot, leader de l'Alliance démocratique, appelle à la formation de **listes de Bloc républicain national**
- elles intègrent des radicaux, des catholiques…
- **seuls sont rejetés les socialistes et les monarchistes** (ces derniers entrent discrètement dans de nombreuses listes départementales)
- **en fait le Bloc national est plutôt du centre**, même si, localement il est très hétérogène
- **thème du bolchevisme**, *cf.* affiche « de l'homme au couteau entre les dents », mais la lutte contre le b. est liée à celle contre l'Allemagne, elle n'est pas toute la campagne électorale, plutôt axée sur l'union nationale, l'ordre, le travail, la paix qui reste encore à « gagner », tous thèmes qui peuvent permettre de ratisser très large
- **SFIO** : 1,7 M voix, soit guère plus, en réalité, qu'en 1914
- **radicaux hors Bloc national** : 1,8 M voix
- **Bloc national** : 4,3 M voix
- mais **la répartition des sièges avantage le Bloc national** : une très forte majorité, dissimulée par le grand nombre de groupes parlementaires
- **l'extrême droite connaît une grave défaite**, avec un seul élu Action française à Paris, Léon Daudet
- un grand nombre d'élus sont **des hommes nouveaux**, beaucoup sont anciens combattants >>> surnom de « chambre bleu horizon »
- un **prolongement de l'Union sacrée de 1914**, amputée sur sa gauche. Barrès parle de « mobilisation civique »

APHG

c) Années 20 et commémoration

1920 :

février-mai : vague de grèves
18-26 avril : conférence de San Remo
11 novembre : le soldat inconnu à l'Arc de Triomphe
20-26 décembre : congrès SFIO de Tours

1921 :

5 mai : conférence de Londres : fixation de l' « état des paiements »

1922 :

25 février : exécution de Landru
décembre : 4e Congrès de l'Internationale rouge

1923 :

11 janvier : début de l'occupation de la Rhur
1er avril : service militaire ramené à 18 mois

1924 :

18 avril : le gouvernement français accepte le plan Dawes
1er octobre : signature à la SDN du Protocole de Genève
31 octobre : entrée en vigueur du plan Dawes

1925 :
fin avril : Abd el-Krim attaque des postes français au Maroc
août : Pétain prend la direction des opérations de guerre dans le Rif
16 octobre : signature du pacte de Locarno

1926 :
29 avril : accords de Washington sur les dettes de guerre
mai : fin de la rébellion du Rif
8 septembre : l'assemblée de la SDN vote l'admission de l'Allemagne
10 décembre : prix Nobel de la Paix à Aristide Briand, Stresemann et Austen Chamberlain

1927 :
17 février : accord franco-britannique sur les dettes de guerre
mars : évacuation de la Sarre par les troupes françaises
mai : loi militaire : service d'un an

1928 :
6 février : signature du pacte Briand-Kellogg

1929 :
31 mai : signature du plan Young sur les réparations allemandes
août : la conférence La Haye décide l'évacuation anticipée de la Rhénanie
5 septembre : Briand propose les États-Unis d'Europe
29 décembre : vote de la construction de la ligne Maginot

dès le 2 nov. 1914 Maurras avait appelé à une sorte de symbiose entre vivants et morts

dès 1916 apparaît l'idée de commémorer les morts de la guerre et se constitue dans ce but une « Reconnaissance nationale », présidée par Jean Richepin

dans l'immédiat après-guerre la France entière **baigne dans le souvenir**, très proche, de la Grande Guerre

que faire des morts ? :

- beaucoup de familles souhaitaient reprendre leurs morts pour les inhumer dans le cimetière de leur commune >>> loi de 1920 les y autorise
- des monuments aux morts de l'Année terrible avaient été construits (certains sont inaugurés encore en 1914 !). **Après la Première Guerre mondiale env. 30 000 monuments aux morts sont construits**, sous des formes variées, avec des inscriptions très variées. Connotation patriotique, voire nationaliste, exaltant presque exclusivement le soldat, mais parfois ils représentent la veuve, l'orphelin. Seuls deux monuments sont ouvertement pacifistes (Gentioux dans la Creuse, et Levallois-Perret). Ces monuments ont créé **un « culte »** : lecture des noms très tôt par enfants des écoles, par ex.
- des **monuments commémoratifs de bataille et de morts** : ossuaire de Douaumont, ND de Lorette,
- **Arc de Triomphe**, plutôt vide depuis 1840 mais napoléonien et national, traversé par la Fête de la Victoire du 14 Juillet 1919 : le 11 novembre 1920 un « soldat inconnu » choisi parmi le très grand nombre de morts non identifiés y fut inhumé. Ce choix (violemment discuté lors du débat parlementaire) donne une signification patriotique, voire nationaliste, au « sacrifice », et il crée une tradition incontournable. Pourquoi la date, plutôt que le 14 juillet,

APHG

qui aurait pu devenir « rassembleur » ? Le 11 novembre 1919 avait été célébré, le 11 nov. 1920 est la fête du soldat inconnu, pour 1921 les sénateurs proposent que la commémoration soit placée le dimanche le plus proche du 11 novembre >>> protestations vigoureuses des anciens combattants ! En 1922 Chambre des Députés et Sénat se mettent d'accord pour que le 11 novembre deviennent une nouvelle « fête nationale »

- Mais les cérémonies sont décentralisées et très variées : une fête civique (A.Prost) ? les anciens combattants exigent qu'elle soit la moins militaire possible ; c'est la fête de la fin de la Grande Guerre ; elle est proche de la fête des morts (et les 1er novembre 1918, 1919 et 1920 avaient connu une recrudescence de fréquentation)

Les **anciens combattants** (*cf.* A.Prost) :

- une mouvance immense, d'autant que les veuves et les orphelins sont rapidement englobés
- les premières associations sont créées pendant la Grande Guerre ; l'Union nationale des Combattants (UNC) est fondée le 11 nov. 1918, absorbe vite d'autres associations, antérieures et essaiment rapidement à travers le territoire. Elle a le soutien de l'armée, qui lui permet de faire du recrutement dans les casernes ; elle est soutenue par l'Église aussi
- l'Union fédérale (UF), association de mutilés
- Union nationale des Combattants (UNC) conservatrice, plutôt bourgeoise, Association républicaine des Anciens Combattants (ARAC) communiste, Fédération ouvrière et paysanne (FOP)
- de nbreuses associations spécialisées, apparues au début des années 1920, comme la ligue des Droits du religieux ancien combattant (DRAC)
- des doubles adhésions ; des différences d'implantations départementales
- à la fois patriotes et pacifistes. Une patrie très républicaine
- antimilitarisme
- carte du combattant en 1927 >>> des adhésions pour avoir la carte ; retraite en 1930 >>> des adhésions pour avoir la retraite !

Marcel Sembat :

- avait craint avant la guerre que la République fasse les frais de la guerre (voir plus haut)
- publie en 1925 *La victoire en déroute* : « « le traité de Versailles est un traité comme tous les autres [,un] traité dicté par le vainqueur mais qui ne fonde pas un droit nouveau. […] C'est le droit ancien qui continue… »

d) Une société bouleversée

Que la guerre ait **bouleversé la vie de dizaines de millions d'êtres** est une évidence presque indicible. Tant d'inquiétudes, de meurtrissures, de deuils, de traumatismes psychologiques [1], de souffrances, de peurs pas toujours dominées ou transmutées en

[1] Voir par ex. S.Tison, *Comment sortir de la guerre ? Deuil, mémoire et traumatisme (1870-1940)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, 423 p.

APHG

courage, de mutilations, de lassitude aussi.

La guerre a provoqué aussi une promotion de la femme. La guerre donne à la femme une place nouvelle dans la société. Les femmes constituent à la fin de la guerre jusqu'à 35 % du personnel industriel en Allemagne et en Grande-Bretagne. Le travail féminin qui ne touchait que le monde agricole et le prolétariat ouvrier gagne maintenant la bourgeoisie. Les bureaux, les professions libérales s'ouvrent aux femmes qui accèdent à des postes de responsabilité. La condition féminine s'en trouve changée, le féminisme progresse. Dans certains pays (Russie, Grande-Bretagne, Allemagne...), les femmes obtiennent le droit de vote. L'émancipation féminine est devenue l'un des slogans de la période d'après-guerre. Signes visibles des nouvelles libertés (?) acquises par les femmes, les modes se transforment, les jupes raccourcissent, les cheveux sont coupés « à la garçonne ». Cette liberté d'allure choque, bien sûr, les tenants des traditions. La guerre a fait accomplir un grand pas à la promotion de la femme. Celle-ci a accédé à des emplois réservés aux hommes, elle a pu acquérir l'indépendance financière. Son rôle nouveau dans l'économie et la vie sociale, les responsabilités qu'elle a exercées comme chef de famille sont parfois mal ressentis par les hommes au retour du front : les divorces doublent en France entre 1913 et 1925, ils quadruplent en Grande-Bretagne. On devine les conséquences de cette évolution : la preuve donnée de l'utilité sociale des femmes, de leur capacité à remplacer partout, ou presque, les hommes, et donc leur égalité de fait avec ceux-ci. Les mouvements féministes, celui des *suffragettes* en particulier, sont encouragés dans leurs revendications.

La conflagration mondiale a précipité le déclin des campagnes. La disparition de centaines de milliers de jeunes paysans accélère le vieillissement du monde rural, principalement dans les régions les plus pauvres. Toutes les villes ne profitent pas uniformément de la guerre : en effet, les cités proches des zones de combat subissent une régression tandis que les ports, les villes de fabrications militaires connaissent un vif essor.

Le retour à la vie civile pose de multiples problèmes. Un profond brassage humain s'est opéré dans les tranchées et a bousculé les anciens clivages. Les différences sociales et idéologiques se sont atténuées entre maîtres et domestiques, patrons et employés. L'anticléricalisme, si virulent en France au début du siècle, s'atténue : 1/10 des prêtres et des religieux mobilisés ne sont-ils pas tombés au feu comme leurs camarades ? Ainsi naît l'esprit ancien combattant, fait de pacifisme humanitaire — *la der des der* — et de mépris envers les politiciens de l'arrière ; les Faisceaux italiens, les Casques d'Acier allemands, les Croix-de-Feu français exploiteront le capital de générosité parfois naïve de ces « confréries modernes » (A. Prost). Comme l'Union sacrée de 1914, la solidarité dans le malheur n'a toutefois eu qu'un temps. Elle a été rapidement submergée par l'insolence de la richesse. Patriotisme et esprit de sacrifice avaient rapproché les hommes : une meilleure connaissance mutuelle ne pouvait-elle aussi déboucher sur des rapports nouveaux ? En fait, remplaçant la naissance, le talent ou le labeur, l'Argent-Roi a renforcé son pouvoir. Après

ARTIC

quatre années passées au front, dans les tranchées où s'est établie une « égalisation sociale », la redécouverte de la vie civile s'accompagne de multiples et cruelles désillusions : pour de nombreux militants ouvriers, la fin de la guerre devait être le point de départ d'une transformation de la société dans le sens du progrès social. Démobilisés, les anciens combattants découvrent les *embusqués* [1], les *planqués*, les *profiteurs* qui se sont enrichis grâce à la guerre : en France, Renault avec ses chars, Boussac avec sa toile d'avion, Berliet avec ses camions, Loucheur avec ses gaz de combat — les chansonniers le surnomment « le malin de la galette » — , Schneider (artillerie), Citroën (obus), ont accumulé d'énormes bénéfices, qui contrastent avec l'appauvrissement de l'État et de la majeure partie des citoyens. Toutes les populations subissent les conséquences de l'inflation, les rentiers, les épargnants ont le sentiment d'être spoliés par ce phénomène nouveau et inconnu. Ruinés, ils deviennent hostiles à l'État, accusé de ne pas les défendre.

La guerre a eu des effets très variables selon les catégories sociales. Les détenteurs de revenus fixes, et notamment les petits rentiers, ont été ruinés par l'inflation. En France, où beaucoup d'épargnants avaient placé leurs fonds dans les emprunts russes, la fortune mobilière, évaluée à 113 milliards de francs-or en 1914, ne dépasse pas dix ans plus tard 70 milliards de francs-papier, soit à peine 18 milliards de francs-or. Dans beaucoup de pays, une fraction importante de la petite bourgeoisie se trouve ainsi déclassée, privée de ressources et dressée contre l'État libéral qui n'a pas su protéger ses intérêts. Les *fascismes* trouveront dans cette catégorie sociale une partie de leur clientèle. Moins touchés, les salariés, et en premier lieu la classe ouvrière, souffrent d'une hausse des prix que ne compense pas l'augmentation des salaires. Le pouvoir d'achat des masses se trouve ainsi réduit de 15 à 20 % en France et en Grande-Bretagne, de 25 % au moins en Italie et en Allemagne. Cette situation explique l'agitation sociale de l'immédiat après-guerre et l'augmentation des effectifs syndicaux, qui passent en France de 900 000 à plus de 2 millions d'adhérents, en Grande-Bretagne de 4 à 8 millions. Certains groupes ont en revanche profité de la guerre. Une partie de la paysannerie d'abord qui a tiré profit de la hausse continue des produits alimentaires et acquis de nouvelles terres. Beaucoup d'industriels aussi, et notamment ceux qui ont obtenu d'importantes commandes de guerre. Spéculateurs et intermédiaires ont en peu de temps acquis d'immenses fortunes et ces *nouveaux riches* affichent au lendemain de la guerre un luxe qui éveille des rancœurs tenaces, surtout parmi les anciens combattants. En 1917, un député révèle à la Chambre française qu'une petite société au capital de 125 000 F a réalisé, en un an, 2 millions de bénéfices. Certes, le personnage du nouveau riche ne date pas de 1914. On l'a connu sous les guerres de la Révolution et de l'Empire, on l'a vu prospérer en 1870. Mais jamais il n'a disposé d'un champ d'action aussi vaste ni d'un temps aussi long : jamais il n'a autant proliféré, jamais il n'a été aussi arrogant que de 1914 à 1918.... (G. Perreux).

APHG

[1] *Cf.* la *Chanson de Craonne* étudiée plus haut.

Le prestige des classes dirigeantes a été fortement atteint. Le brassage qui s'est opéré dans les tranchées et dans les camps de prisonniers a effacé certaines différences liées à la fortune ou à l'éducation et suscité de puissants courants égalitaires : voir dans *La Grande Illusion*, du cinéaste réalisateur français Jean Renoir (1937), les rapports entre le *métallo* devenu lieutenant et l'officier d'origine aristocratique, le parallèle entre société française et société allemande, les rapprochements sociaux [2]. En même temps s'est développé dans les masses un vif ressentiment à l'égard du capitalisme et des milieux dirigeants, jugés responsables du conflit et accusés parfois d'en avoir tiré profit. Le règne des notables s'achève et les idéologies anticapitalistes, socialisme ou fascisme première manière, connaissent un succès très large.

Nouveaux riches et nouveaux pauvres ? Chez les paysans qui l'emporte du prix du blé et du prix du sang ? D'une part, les agriculteurs ont profité des prix élevés : en France, celui du blé quadruple, alors que le taux des fermages ne bouge pas ; on observe, en 1919, trois fois plus d'achats de terres qu'en 1913. En revanche, les ruraux ont supporté plus de la moitié des tués au combat. Dans les campagnes d'Italie et d'Europe centrale, aux structures sociales archaïques, des révoltes éclatent en 1919 (voir plus haut). Le fascisme réprimera vite les premières, tandis que des réformes agraires, même limitées, profiteront aux paysans de Pologne, de Roumanie, de Hongrie, de Tchécoslovaquie, les gouvernements voyant dans ces nouveaux petits propriétaires un élément de stabilité politique et conservatrice face au « péril rouge ». Riches et pauvres s'opposent dans toute la société. La société, soumise au rude choc de la guerre, en est sortie partout transformée, marquée par l'opposition entre **« nouveaux riches »** et **« nouveaux pauvres »,** qui devient un thème privilégié des romans et du théâtre d'après-guerre (c'est le titre d'une pièce à succès dès 1917). Certains groupes sociaux ont profité de la guerre, banquiers, commerçants, gros fermiers et beaucoup d'industriels qui ont bénéficié des commandes de guerre. L'inflation profite aux spéculateurs. Les « nouveaux riches » affichent leur luxe, éveillant des rancœurs parmi les anciens combattants et ceux que la guerre a appauvris. Le scandale de leur enrichissement provoque dans l'opinion publique un sentiment durable de réprobation ; si bien que, dix ans plus tard, quand on discute en France d'une loi sur l'organisation de la nation en cas de guerre, les parlementaires et le gouvernement tiennent à spécifier que tout bénéfice de guerre sera interdit et ils stigmatisent ceux qui se sont enrichis alors que leurs concitoyens consacraient leur vie et leurs efforts à défendre la patrie. Les salariés n'ont pas été favorisés. Certes les ouvriers, en partie mobilisés dès 1915 à leur usine, échappent à la tuerie, mais leurs salaires ne suivent pas la hausse du coût de la vie (fin 1916, ceux-ci n'ont, en France, augmenté que de 25 %). De là, la vague de grèves qui déferle en 1917-1918 non seulement sur ce pays, mais sur tous les belligérants européens, et qui culmine en 1919. Plus à plaindre sont les fonctionnaires : un juge touche, en 1918, 2 800 F/an, comme en 1914, un

APHG

[2] Le titre venait de celui du *best seller* anglais de Norman Angell (1910). Le scénario est de Renoir et Charles Spaak, la scripte est « Gourdji » (sans prénom, annonce le générique !) : ce sera plus tard Françoise Giroud.

agrégé débutant 4 000 F (mais un ministre 60 000 F) ; au même moment, le kilo de beurre s'achète 12 F... Les plus malheureux devant la « vie chère », incontestablement, sont les titulaires de revenus fixes. L'inflation frappe avant tout les petits rentiers, les retraités, les vieux travailleurs et les salariés, car les salaires n'augmentent pas aussi vite que les prix (le pouvoir d'achat est réduit de 25 % en Italie et en Allemagne). Retraités, petits propriétaires, rentiers souffrent et voient après 1917 se volatiliser les titres russes... Dans cette bourgeoisie modeste se recrutera la clientèle des extrémistes de droite, en Italie comme en Allemagne, prompts à accuser les juifs et les bolcheviks. L'appauvrissement atteint aussi l'épargnant qui avait placé ses économies en bons d'emprunt russe que le nouvel État soviétique refuse de rembourser.

Quelles autres conséquences ? Cette détérioration provoque d'une part des mouvements de revendication dans le monde ouvrier, d'autre part le mécontentement de la petite bourgeoisie et des classes moyennes qui reprochent à l'État libéral de ne pas avoir su protéger leurs intérêts (en Allemagne, les classes moyennes des villes, prolétarisées, fourniront au nazisme une partie de sa clientèle). Les relations individu-État se transforment donc. La guerre a demandé beaucoup aux peuples : ceux-ci exigent à leur tour davantage de droits, de sécurité, de bien-être. C'est le sens par exemple du programme de Lloyd George (novembre 1918) « pour bâtir une nation digne de nos héros ». Comme l'écrit André Siegfried en 1931 (*La Crise britannique au XXe siècle*) [1] : « Tandis qu'on se battait, les familles des soldats, c'est-à-dire de tout le monde, étaient prises en charge par la nation. Quand la paix est revenue, il ne faut pas s'étonner que cette socialisation de la vie populaire se soit perpétuée. » Le bouleversement des fortunes, le phénomène de l'inflation sont porteurs de transformations psychologiques et morales. Les anciens *poilus* s'indignent des fortunes scandaleuses des spéculateurs de l'arrière. L'inflation entraîne de nouveaux comportements qui jettent bas les habitudes d'épargne liées à la stabilité monétaire. À quoi bon économiser pour assurer ses vieux jours ou l'avenir de ses enfants puisque l'argent ne cesse de perdre sa valeur ! Mieux vaut dépenser tout de suite, consommer, jouir de la vie. C'est tout un système de valeurs morales qui s'effondre : la réussite n'est plus la rançon du mérite, de la vertu, du travail, mais de l'habileté du spéculateur ou de la chance de l'aventurier. Cette volonté de jouir de la vie après les souffrances et les privations de la guerre se marque par une véritable ruée sur les plaisirs de la paix retrouvée : fêtes populaires, vogue des cinémas et des boîtes de nuit, dancings où le tango importé d'Argentine connaît un triomphe, découverte du jazz… Ce sont les « années folles ». Toutes les valeurs auxquelles croyait l'Europe se trouvent remises en question. Les pays européens se sont lancés dans une sorte de suicide collectif. Les deuils par millions, l'angoisse, la faim, la lassitude provoquent une révolution intellectuelle et morale. Les pays à l'armature plus solide s'usent mais résistent ; les plus faibles (Russie, Autriche-Hongrie), et l'Allemagne sur

[1] Le livre a été réédité deux fois, en 1952 et en 1975, dates évidemment significatives.

APHG

la fin se désorganisent et finissent par s'effondrer. Les victoires militaires n'ont fait que concrétiser la supériorité du camp qui a su tenir le « dernier quart d'heure ». Chez les uns et les autres, une mentalité nouvelle s'est répandue, détente inévitable après des années de souffrances : vivre à crédit est plus facile que d'épargner, jouir des plaisirs plus tentant que de suivre le devoir. Rigueur et classicisme font place à un esprit qui se veut *libéré*, revanche de l'irrationnel face à un monde absurde. C'est la révolte de l'individu contre les contraintes (« Familles, je vous hais », avait dit Gide dès avant 1914) ; c'est la libération des mœurs ; c'est le plaisir d' « épater le bourgeois », qui n'est pas absent chez les dadaïstes ou les surréalistes, tel André Breton ou Salvador Dalí. Certains se réfugient dans le culte de l'individu d'exception (Montherlant, Malraux, Saint-Exupéry), d'autres dans le pessimisme (Drieu La Rochelle), la méditation solitaire (Valéry) ou l'anticonformisme (Gide), d'autres enfin dans la religion consolatrice (Claudel).

e) Conséquences directes de la guerre sur la mentalité collective

La guerre a profondément marqué la génération des combattants, dont elle hante la mémoire. Elle devient le thème majeur d'un nombre important de romans, nouvelles, témoignages, où domine le sentiment de l'horreur. Tel est le cas des *Croix de bois* de Roland Dorgelès, de *La vie des martyrs* de Georges Duhamel [1], d'*À l'ouest rien de nouveau* de l'écrivain allemand E.M. Remarque (Remark). Mais déjà s'affirme un clivage entre des œuvres qui dénotent une certaine nostalgie de l'héroïsme telles que *Les Éparges* de Maurice Genevoix, *Le sel de la terre* de Raymond Escholier ou *L'Équipage* de Joseph Kessel, et les livres qui dénoncent le caractère absurde et monstrueux de la guerre, comme *Le feu* de Henri Barbusse (prix Goncourt 1916 — *sic* — , dont le réalisme tranchait avec tout ce qui avait été publié auparavant) et *Le voyage au bout de la nuit* de L.-F. Céline. Ces deux attitudes se prolongent dans les années de l'après-guerre avec l'esprit « ancien combattant » et un puissant courant pacifiste qu'illustrent Romain Rolland, Alain, Marc Sangnier et qui trouve son expression politique avec l'action d'Aristide Briand.

Mais la guerre détermine surtout une remise en question du système de valeurs sur lequel repose la civilisation occidentale. Les valeurs morales ont subi un coup très dur. Le mépris de la vie humaine, l'opposition entre les souffrances des combattants et l'insouciance de l'arrière, le spectacle d'immenses fortunes acquises parfois aux dépens des soldats, tout cela a laissé des traces profondes dans la mentalité collective. Le sentiment d'avoir été, au nom de grands principes, le jouet d'intérêts sordides, suscite une révolte contre les morales traditionnelles fondées sur le devoir et une réhabilitation du plaisir sans contrainte. Les *Nourritures terrestres* d'André Gide, totalement inconnues du public depuis leur publication en 1897, deviennent le livre de chevet de la jeunesse bourgeoise et Marcel

[1] Duhamel dans *Vie des martyrs* (1917) et *Civilisation* (1918) dresse un réquisitoire contre un système qui a privilégié la richesse et la puissance au détriment de l'amour et de l'humanité. Dans *Possession du monde* (1919), il propose un pacifisme raisonnable et vigilant, « règne du cœur » dominant la civilisation mécanique.

APHG

Proust reçoit le prix Goncourt en 1919 pour *À l'ombre des jeunes filles en fleurs*. Même évolution vers un individualisme sceptique à l'étranger, avec l'Anglais Aldous Huxley, l'Italien Luigi Pirandello et l'Irlandais James Joyce. Mais cette réaction n'est pas seulement littéraire. Elle se traduit dans la vie quotidienne et, après les années de souffrance de la guerre, par une détente dont les manifestations sont multiples : modes « extravagantes », engouement pour le jazz qui fait son apparition en Europe en 1917 avec les soldats de l'armée Pershing, danses américaines (*one-step*, *charleston*) qui remplacent la polka et la valse des cours d'Europe centrale, théâtre du Boulevard où s'illustrent comme auteurs Robert de Flers, Henry Bernstein et Édouard Bourdet, comme acteurs Gaby Morlay et Charles Boyer. La guerre a porté un coup très dur aux valeurs morales qui constituaient les assises de la civilisation occidentale. La littérature évoque les drames en marge du conflit, les familles séparées (le nombre des divorces augmente), le relâchement des mœurs et des cadres sociaux. Par exemple, le roman de Raymond Radiguet *Le diable au corps* fait scandale en évoquant les amours d'un adolescent et de l'épouse d'un combattant mobilisé.

Les valeurs intellectuelles ne sont pas moins atteintes. La réaction contre le rationalisme, déjà très vive à la fin du XIXe siècle, se trouve accentuée par la guerre et triomphe avec Bergson, Unamuno et le philosophe allemand Heidegger qui met en valeur la notion de l'absurde dans notre univers. Cette crise du rationalisme peut aboutir à un renouveau du sentiment religieux. Elle peut aussi déboucher sur une évasion vers l'irrationnel et sur un refus du monde présent. Ce refus se manifeste dès 1919 par le *Manifeste Dada*, protestation d'artistes (Francis Picabia, Marcel Duchamp, Tristan Tzara) contre l'absurdité et la faillite de notre univers et remise en question par un non-conformisme poussé jusqu'au scandale de toutes ses valeurs intellectuelles et artistiques. Dans la même veine se développe un peu plus tard le mouvement surréaliste qui groupe autour d'André Breton, les poètes Paul Éluard, Louis Aragon, Robert Desnos, les peintres Max Ernst, Picasso, Salvador Dalí et proclame, avec la toute-puissance du rêve et de l'instinct, sa volonté de rompre avec les « modes de penser et de sentir de l'humanisme traditionnel ». Ces mouvements apparaissent comme une réaction contre la guerre, contre les élites qui l'ont déclenchée et approuvée, contre la science qui lui a fourni ses moyens de destruction massive. Empruntant à la psychanalyse ses méthodes d'investigation de l'âme humaine, ils se proposent de « rechercher l'homme caché sous le vernis de la civilisation ». Mais cette fuite dans l'irrationnel n'est pas l'unique moyen d'échapper à un système de valeurs qui a fait faillite. D'autres, parfois les mêmes, vont chercher l'évasion dans l'action révolutionnaire (Aragon), dans l'esthétisme (Valéry) ou la vie dangereuse (Malraux, Saint-Exupéry). Partout combattants et civils n'aspirent qu'au repos et à l'oubli. Le même état d'esprit fait d'anxiété et de pessimisme est commun aux vainqueurs et aux vaincus : anxiété face à l'avenir incertain ; comment trouver du travail à la démobilisation, alors que le marché de l'emploi est saturé ? Comment se ravitailler ? Dans quel type de société et de régime politique vivra-t-on ? Telles

APHG

sont quelques-unes des questions qui reviennent le plus souvent.

f) Un pessimisme d'après-guerre

L'horreur de la guerre apparaît plus clairement aux civils jusqu'alors soumis à la censure et au « bourrage de crâne » ; des photos, auparavant interdites, le récit des atrocités commises circulent plus librement. À la certitude d'incarner la civilisation et le progrès succède le désarroi résumé par le **cri poignant de Valéry en avril 1919** : « Nous autres, civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles… ». L'ensemble des **valeurs** élaborées au XIXe siècle, sur lesquelles reposaient les sentiments de supériorité et de certitude des Européens, a été anéanti par la *boucherie* de 1914-1918. Deux notions fondamentales en particulier volent en éclats, la croyance en une amélioration continue grâce aux bienfaits de la science et de la raison, la foi en une société toujours plus juste.

La guerre a profondément marqué « la génération du feu ». Très vite, les intellectuels prennent conscience qu'elle ouvre **une véritable crise des valeurs**. De très nombreux témoignages littéraires montrent à quel point la guerre a représenté pour ceux qui l'ont faite un choc très profond. L'expérience directe du champ de bataille inspire des œuvres qui insistent sur l'horreur des combats, sur la présence obsédante de la mort qui change l'homme, sur la peur éprouvée par les soldats dans les tranchées au long d'interminables heures [1].

Cette douloureuse expérience débouche sur la **remise en question de la civilisation européenne,** qui a permis ces horreurs et souvent sur des prises de position pacifistes et antimilitaristes. Par exemple, Georges Duhamel dans *Vie des martyrs* (1917) et *Civilisation* (1918) dresse un réquisitoire contre un système qui a privilégie la richesse et la puissance au détriment de l'amour et de l'humanité et dans *La Possession du monde* (1919), il propose un pacifisme raisonnable et vigilant, « règne du cœur » dominant la civilisation mécanique. Henri Barbusse dans *Le Feu* (1916) évoque lui aussi la laideur de la guerre et l'affection fraternelle des *poilus*. De manière plus radicale que Georges Duhamel, il s'en prend aux fauteurs de guerre, la société bourgeoise et capitaliste, le militarisme, le nationalisme. Et il en appelle à l'entente des peuples et des démocraties. En novembre 1926, *Le béquillard meusien*, journal d'une association de mutilés de la Meuse, félicite l'auteur du *Feu* de haïr la guerre, mais juge ses positions trop peu efficaces pour l'avenir. Pour les mutilés, la paix ne peut être durable que si on éduque la jeunesse dans l'horreur de la guerre et, sans remettre en cause l'attachement à la patrie, il propose pour la jeunesse un programme d'éducation qui présente toutes les souffrances physiques et morales du

[1] En 1930, évoquant son expérience de guerre, Gabriel Chevallier exprime dans *La peur* le traumatisme et l'horreur ressentis : « Debout sur la plaine. L'impression d'être soudain nu, l'impression qu'il n'y a plus de protection... Notre vie à pile ou face... Des hommes tombent, s'ouvrent, se divisent, s'éparpillent en morceaux... On entend les chocs des coups sur les autres, leurs cris étranglés. Chacun pour soi... La peur agit maintenant comme un ressort, décuple les moyens de la bête, la rend insensible... ».

APHG

combattant, véritable musée des horreurs de la guerre. Il est vrai que la guerre ne suscite pas que des réactions d'horreur : certains écrivains comme Montherlant et Drieu La Rochelle y voient une expérience héroïque et grandiose dont ils conservent la nostalgie face à l'embourgeoisement et a la médiocrité de la société d'après-guerre.

De nouveaux courants littéraires et artistiques se révèlent. Le sentiment d'une crise de civilisation donne un élan accru à un courant intellectuel né avant la guerre : le mouvement Dada exprime bien ce malaise moral et intellectuel, lui qui, à la recherche du beau à l'état brut, en vient à rejeter toute discipline, s'attaquant à la source même de la pensée et du langage : « Je détruis les tiroirs du cerveau et ceux de l'organisation sociale : démoraliser partout et jeter la main du ciel en enfer, les yeux de l'enfer au ciel... » écrit Tristan Tzara dans le *Manifeste Dada* (1919). Ce courant de révolte intense s'assagit bientôt et donne naissance au surréalisme. Le groupe surréaliste comprend des poètes, des artistes... Son grand théoricien est André Breton. Rejetant tout contrôle sur la pensée exercé par la raison, toute préoccupation esthétique ou morale, les surréalistes entendent exprimer « soit verbalement, soit par écrit, soit de toute autre manière le fonctionnement réel de la pensée », ce qu'ils appellent « l'automatisme psychique pur ». On aboutit ainsi à la création d'un univers insolite, traduisant non plus le monde décevant de la réalité, emprisonné dans ses conventions, ses règles, sa discipline, mais les pulsions profondes de l'esprit, libéré de ces entraves. Le surréalisme crée ainsi un nouveau climat artistique qui ne cesse d'imprégner les œuvres les plus diverses, poésie, musique, peinture, ballet, et surtout la nouvelle forme d'art qui s'épanouit dans les années folles, le cinéma.

APHG

g) Le pacifisme

Combien **d'anciens combattants** se sentent incompris, étrangers dans un monde qui n'est plus le leur. Simultanément et bien souvent chez les mêmes personnes se développe le pacifisme. Cet état d'esprit se nourrit de l'horreur de la guerre, qui doit être « **la der des der »**, comme disent les *poilus* français (*the last war we fight*, disent les anciens *tommies*). Rien n'est plus symbolique en France que les défilés du 11 novembre : chacun d'eux est précédé par des centaines de mutilés, d'aveugles et de gazés qui veulent que leur sacrifice consacre « l'écrasement de la guerre ». Pour les **associations d'anciens combattants**, le 11 novembre n'est pas la fête de la guerre mais celle de la paix. Autour du monument aux morts, les *poilus* de 1914-1918 chantent moins *La Marseillaise* que des **hymnes à la paix**. Les **enfants des écoles** y sont présents pour ne pas oublier le sacrifice des milliers de combattants et pour haïr la conflagration. Afin d'éviter un nouvel holocauste, beaucoup d'anciens combattants placent leurs espoirs dans le désarmement et dans la sécurité collective qui doivent à l'avenir garantir la paix entre les nations (thèse d'Antoine Prost [1]).

Mais — et ce n'est pas contradictoire — la guerre a représenté un **traumatisme** si violent

[1] A.Prost, *Les Anciens Combattants et la société française (1914-1939)*, Thèse, FNSP, 1977, 3 vol., 268, 261 & 237 p.

qu'au lendemain du conflit les hommes revenus du front se groupent en **associations d'Anciens Combattants**, dans le but de défendre leurs intérêts (pensions, aide aux mutilés, aux veuves, aux orphelins), mais aussi de prolonger **l'idéal d'union**, de défense de la patrie et de la paix pour lequel ils ont versé leur sang. Dans tous les pays, les gouvernements doivent compter avec le **poids considérable des Anciens Combattants** qui constituent un groupe puissant, décidé à faire prévaloir des vues acquises au péril de leur vie. Par exemple un de leurs journaux français, *La voix du combattant*, écrit le 13 août 1932 : « Non. Mille fois non, la guerre n'est pas une école de noblesse et d'énergie... La guerre est un fléau plus redoutable que la lèpre, la peste, le choléra, le cancer ou la tuberculose. La guerre tue non seulement les hommes, mais aussi les consciences... Elle déchaîne fatalement les plus bas instincts et elle laisse des ruines morales plus douloureuses encore que les ruines matérielles... » [1]. Les anciens combattants entendent ainsi avoir un **droit de regard** sur la politique de leur pays, veiller en particulier à préserver la paix à tout prix, à faire que la guerre de 1914-1918 soit vraiment la « der des der ».

pacifisme « intégral » :

- Comité d'action contre la guerre manifeste dès les interventions militaires de 1920-1921
- anarchistes, dissidents du PCF, surréalistes
- une Ligue en faveur de l'objection de conscience ; Ligue internationale des Combattants de la Paix (Victor Méric, 1926)
- approbation de Briand, propagande en faveur du pacte Briand-Kellogg, approbation de l'Anschluss de l'Autriche, « état absurde », de Munich bien sûr, mais aussi de la disparition totale de la Tchcoslovaquie en 1939
- romans de Georges Duhamel, cours d'Alain à H-IV (*cf.* biographie dans le dossier biographique), de Félicien Challaye à Condorcet [2]
- cinéma : Raymond Bernard, *Les Croix de bois*, 1931, Abel Gance, *J'Accuse*, Jean Renoir, *La Grande Illusion*, 1937 (voir plus haut) [3]
- Jean Giono est un militant pacifiste par ses romans (*Le Grand Troupeau*, 1931, *Refus d'obéissance*, 1937), ses formules-choc (« J'aime mieux être Allemand vivant que Français mort »), sa participation à la revue *La Patrie humaine*, son emprisonnement à Marseille en 1939
- tract de l'anarchiste Louis Lecoin, en sept. 1939 : « Paix immédiate ! », avec les signatures d'Alain, Marcel Déat (qui la retire par peur des représailles), Félicien Challaye (voir plus haut), Marceau Pivert, Henri Jeanson, Jean Giono…

Un aspect particulier est **la phobie de la guerre aérienne.** Le caractère révolutionnaire de ce que serait l'arme aérienne avait été montré avant la Première Guerre mondiale par Albert

[1] Cité dans A. Prost, *Les Anciens Combattants et la société française (1914-1939)*, *op. cit.*

[2] F.C. publie aussi *pour la paix sans aucune réserve*, 1931, et… *Pour la paix désarmée même face à Hitler*, 1934.

[3] Renoir s'est inspiré d'un personnage réeel d'aviateur ami, récidiviste de l'évasion. Un très grand nombre de problèmes des prisonniers de guerre sont évoqués, y compris les problèmes sexuels, de plusieurs sortes.

APHG

Robida dans *La Guerre au XXe siècle* (1883-1887), H.G.Wells dans *The War in the air* (1908) et Clément Ader (*L'Aviation militaire*, 1909). La Grande-Bretagne avait créé en avril 1918 la première force aérienne indépendante mondiale, la RAF, *Royal Air Force*. À la lumière des « progrès » permis par la Première Guerre mondiale (la France avait fabriqué 51 000 avions, l'Allemagne 48 000), se développe dans tous les pays une stratégie (bouleversement radical des enseignements traditionnels, les combats terrestres ont fait leur temps, etc.) et une phobie. On le voit bien dans les écrits de l'officier artilleur italien Giulio Douhet (*La Maîtrise de l'Air*, 1921), du général américain William (Billy) Mitchell (1879-1936), de l'anglais Basil Liddell Hart (*Paris or the future of war*, 1925 : il imagine le bombardement de Londres par une force aérienne française de 990 avions !) [1].

h) L'antimilitarisme

Il vise les **officiers** coupables d'avoir incarné l'autorité arbitraire et les règlements aveugles. Le montrent bien des chansons de soldats du rang comme ***La Chanson de Craonne***, chanson **d'auteur anonyme** recueillie par Raymond Lefèvre et Paul Vaillant-Couturier. Elle se chante **sur l'air de *Bonsoir M'amour* (Charles Adhémar Sablon)**. Elle a circulé — d'où le grand nombre de variantes, on se dispensera des odieuses variantes « arrangées » en « bon français » et de toutes façons peu compatibles avec la **diction « Belle Époque »** qui a manifestement inspiré l'auteur, ou les auteurs — en 1917, **après l'offensive Nivelle**, et est symptomatique de la lassitude de la guerre, qui a engendré de nombreuses mutineries. En avril 1917, le **plateau de Craonne** est un des secteurs les plus disputés à l'est du Chemin des Dames. Sa prise est vitale pour l'armée française : en cas de victoire, les Allemands seraient pris à revers et les artilleurs bénéficieraient du meilleur observatoire du champ de bataille. Mais, en fait, si l'artillerie de Nivelle détruit celle de l'ennemi, elle **entame à peine les défenses**. Au moment de l'assaut, les vagues fournies de poilus doivent franchir à découvert un **marais sans fin**, puis **escalader une pente abrupte**. Les nids de mitrailleuses allemands les massacrent sous un feu croisé. L'offensive Nivelle s'était terminée par un **massacre au Chemin de Dames** avec 147 000 tués et 100 000 blessés en deux semaines... Le moral était au plus bas, et certains régiments refusèrent de monter en ligne. Et le phénomène fit tache d'huile. Des **mutineries** sont constatées dans près de soixante divisions, sur les cent que comptaient l'armée française. **Pétain** est appelé pour rétablir la situation, et il réprima sévèrement les refus d'obéissance. Il y eut plus de 500 condamnations à mort, mais beaucoup moins furent exécutées... ***La Chanson de Craonne*, composée lors de ce désastre, obtint un tel succès après guerre qu'elle suscita des mythes : elle aurait été interdite jusque dans les années 1970** ! En 1917, le haut commandement aurait promi même une récompense à celui qui dénoncerait son auteur : un million de francs-or et la démobilisation immédiate ! Mais aucun poilu n'aurait eu la lâcheté

[1] Liddell Hart fera campagne pour la création de divisions blindées en Grande-Bretagne et se fera l'historien des guerres mondiales.

APHG

de dénoncer un camarade, ce qui prouve qu'au milieu de tant de détresse et de désespoir, la solidarité n'était pas un vain mot. [1] L**'auteur était de toute façon sûrement collectif**…

Les rescapés des tranchées n'ont pas oublié les **massacres inutiles**, ni les ordres suicidaires pour conquérir quelques mètres de terrain. Au lendemain de l'armistice, l'antimilitarisme se manifeste par le **désir de démobilisation rapide** et de retour dans les foyers. Parfois même cette hostilité à l'armée est teintée **d'internationalisme bolchevique**. **Les idées pacifistes**, défaillantes en 1914, sont revenues en force avec la prolongation du conflit. Des **socialistes** des deux camps et des neutres se sont retrouvés en Suisse en

[1] Quantité d'inexactitudes circulent sur Internet. L'article le plus sûr : Guy Marival, « *La Chanson de Caronne*. De la chanson palimpseste à la chanson manifeste », dans N.Offenstadt dir., *Le Chemin des Dames. De l'événement à la mémoire*, Stock, 2004, 494 p., pp. 350-359. Le contenu social et politique de cette chanson, malgré ses tournures naïves et ses réminiscences populaires (*Chant des canuts*, par exemple), donne une idée très précise du ressentiment des poilus à la suite de l'offensive Nivelle et au moment des mutineries. Les injustices y sont dénoncées, ainsi que les véritables vainqueurs de cette guerre dont les poilus sont les « sacrifiés ». Le dernier couplet s'en prend au pouvoir de l'argent. Aujourd'hui, le village de Craonne est reconstruit à quelques centaines de mètres de son site original. Fréquemment des ossements ou des objets personnels remontent à la surface du grand charnier, rappel constant à la mémoire. « Tous unis comme au front », peut-on lire sur le monument aux morts du village martyr.

Quand au bout d'huit jours, le r'pos terminé,
On va r'prendre les tranchées,
Notre place est si utile
Que sans nous on prend la pile.
Mais c'est bien fini, on en a assez, [var. : Mais c'est fini, on en a assez]
Personn' ne veut plus marcher.
Et le cœur bien gros, comm' dans un sanglot,
On dit adieu aux civ'lots [Les civils qu'on quitte après les huit jours passés au repos]
Mais sans tambour et sans trompette [variante peu logique mais fréquente : Même sans tambour(s), *même sans trompette(s)]*
On s'en va là-bas en baissant la tête. [var. : là-haut]

Refrain
Adieu la vie, adieu l'amour,
Adieu toutes les femmes.
C'est bien fini, c'est pour toujours
De cette guerre infâme.
C'est à Craonne sur le plateau
Qu'on doit laisser sa peau
Car nous sommes tous des condamnés [var. sans « des »]
Nous sommes les sacrifiés. [var. très *Chant des canuts* : C'est nous les sacrifiés]

Huit jours de tranchée, huit jours de souffrance,
Pourtant on a l'espérance
Que ce soir viendra la r'lève
Que nous attendons sans trêve.
Soudain dans la nuit et le silence, [var. « dans le silence »]
On voit quelqu'un qui s'avance.
C'est un officier de chasseurs à pied
Qui vient pour nous remplacer. [var. sans ce vers, ce qui est doublement illogique]
Doucement dans l'ombre sous la pluie qui tombe
Nos pauv' remplaçants vont chercher leurs tombes. [var. : Les petits chasseurs vont chercher leurs tombes.]

Refrain
C'est malheureux d'voir sur les grands boul'vards
Tous ces gros qui font la foire,
Si pour eux la vie est rose,

APHG

pleine guerre, à Zimmerwald en 1915, à Kienthal en 1916. À ces idées, Romain Rolland donne un relief saisissant, dès 1914, en publiant ses réflexions, *Au-dessus de la mêlée* ; il obtient en 1916 le prix Nobel. Un enseignant philosophe comme Alain ou un démocrate chrétien comme Marc Sangnier se font les propagandistes convaincus de ce courant dans les années 1920.

i) Les années 30

1930 :
10 février : révolte des tirailleurs annamites de Yen Bay
16 avril : vote de la retraite du combattant
30 juin : fin de l'évacuation de la Rhénanie par les troupes françaises

1931 :
9 février : Wegand remplace Pétain comme vice-président du Conseil supérieur de la Guerre
20 juin : moratoire Hoover sur les réparation et les dettes

1932 :
24 février : échec de la conférence de Genève sur le désarmement
9 juillet : fin de la conférence des Réparations de Lausanne
29 novembre : pacte de non-agfression franco-soviétique

1933 :
30 janvier : Hitler chancelier

1934 :

APHG

Pour nous c'est pas la mêm' chose.
Au lieu de s'cacher, tous ces embusqués [Hommes qui se débrouillent pour ne pas aller au front en se faisant nommer à l'arrière]
F'raient mieux d'monter aux tranchées [var. peu crédible : Devraient bien monter aux tranchées]
Pour défendre leur bien, car nous on n'a rien. [var. : Pour défendr' leurs biens, car nous n'avons rien]
Nous autr's, les pauvr's purotins [Les pauvres, ceux qui n'ont rien].
Et les camarades sont étendus là, [var. : Tous les camarades sont enterrés là]
Pour défendr' les biens de ces messieurs-là.

Refrain
[dans certaines variantes, le dernier couplet, qui n'a que 8 vers, est dit « dernier refrain] [dans d'autres variantes, un ou deux vers sont bissés,
par exemple *Vont tous se mettr' en grève*]
Ceux qu'ont l'pognon, ceux-là r'viendront,
Car c'est pour eux qu'on crève
Mais c'est fini, nous les troufions [Les simples soldats. Var. : Mais c'est fini, car les trouffions]
On va se mettr'en grève.
Ce s'ra votre tour, messieurs les gros,
De monter sur l'plateau [De Craonne, bien visible sur le terrain]
Car si vous voulez la guerre [var. : Si vous voulez encore la guerre]
Payez-la d'votre peau.

Sources et bibliographie :
Henri Poulaille, *Pain de soldat*, Chambre des Députés « L'histoire de France » de l'Anthologie de la chanson française, Pierre CHAVOT et Jean-Denis MORENNE, *L'ABCdaire de la Première Guerre mondiale*, Flammarion, 2001
Interprétations de Marc Ogéret, Éric Amado, Ginette Garcin, Mouloudji, Rosalie Dubois, etc. ; exposition « Cent ans de chanson française » de la Bibliothèque nationale de France, site Tolbiac (2004)

9 octobre : assassinat d'Alexandre de Yougoslavie et de Louis Barthou

1935 :
7 janvier : accord franco-italien
13 janvier : la Sarre vote son rattachement à l'Allemagne
18 janvier : Gamelin remplace Weygand comme vice-président du Conseil de la Guerre
16 mars : service militaire obligatoire en Allemagne

1936 :
7 mars : occupation de la Rhénanie par les Allemands
5 mai : 2e tour des législatives : victoire du Front populaire
26 mai : début des « grèves sur le tas »
7 juin : accords (de) Matignon
18 juillet : début de la guerre d'Espagne
1er août : Blum propose la « non-intervention » dans la guerre d'Espagne

1938 :
13 mars : Anschluss
24 septembre : rappel de certains réservistes
4 octobre : la Chambre approuve les accords de Munich du 30 septembre

1939 :
27 février : le régime franquiste est reconnu par Paris
23 août : pacte germano-soviétique

Dans les années 1930, la **confrontation des grandes idéologies, démocratie libérale, communisme et fascisme**, bouleversa la vie intellectuelle. Il devint de plus en plus difficile, comme l'avait fait en 1914-1918 Romain Rolland, de défendre l'esprit fraternel d'une civilisation commune à tous les Européens en se plaçant « au-dessus de la mêlée ».

Dans les années qui précédèrent la Seconde Guerre mondiale se manifesta un phénomène nouveau, aux conséquences très importantes : les esprits, les États ne se regroupèrent plus, en Europe, suivant les lignes de force politiques ou économiques, mais suivant les **préférences idéologiques**. Le **communisme** avait suscité un grand espoir de renouveau en 1917, cet espoir s'était affaibli, mais subsistait, surtout dans les milieux prolétaires des grandes villes et des campagnes les plus pauvres. En face du « communisme sans patrie », le **fascisme** avait esquissé une doctrine qui affirmait défendre l'originalité nationale des peuples rénovés par le corporatisme. Enfin, dans les pays dont l'équilibre économique était à peu près assuré, et où le besoin d'expansion extérieure semblait assoupi, c'est-à-dire surtout en Grande-Bretagne et en France, la **démocratie libérale** conservait des partisans.

Les engagements politiques se multiplièrent. Le choix entre politique et littérature divisa les **surréalistes** : en 1930, ils se proclamèrent « au service de la révolution », puis le groupe se désagrégea. André Breton resta fidèle au surréalisme « pur », certains allèrent vers le trotskisme, d'autres vers le communisme comme **Paul Éluard et Aragon**, qui commença en 1933, avec *Les cloches de Bâle*, une suite de romans « engagés », *Les communistes*.

Dans les années 1930, les **communistes** entraînèrent aussi avec eux de jeunes écrivains comme le philosophe Paul **Nizan** et, à leur côté, Romain **Rolland**, type parfait de l' « intellectuel de gauche » mettant ses sentiments humanitaires au service des causes

APHG

« justes » (voir plus haut). Mais André **Gide**, parti en 1936 en URSS, en revint déçu.

Parmi les **catholiques**, Paul **Claudel** se fit le défenseur de la tradition et de l'ordre moral ; François **Mauriac** exprima les troubles d'un croyant face à la montée des violences ; dans sa revue *Esprit*, Emmanuel **Mounier** ne vit de solution au heurt des idéologies que dans une révolution spirituelle.

À **l'extrême droite**, de **jeunes intellectuels furent séduits par le fascisme ou le nazisme**, souvent à la suite d'un voyage en Allemagne : Pierre **Drieu La Rochelle**, à qui le 6 février 1934 révéla la décomposition d'un régime bourgeois qu'il détestait, rêva d'un fascisme adapté à la France ; Robert **Brasillach**, exalté par le spectacle des foules nazies au congrès de Nuremberg, réclama en France une « révolution nationale ». Quant à Louis-Ferdinand **Céline**, qui avait, dans *Voyage au bout de la nuit* (1931), dénoncé les misères humaines des banlieues tristes dans un langage argotique et direct, bouleversant la conception traditionnelle de l'écriture romanesque, il sombra dans un violent antisémitisme.

En ce domaine, la coupure fut marquée par **la guerre d'Espagne**. Le partage ne se fit plus, désormais, selon les nations, mais selon les idées. Le **fascisme** affecta de plus en plus de mener une **croisade** contre « l'Internationale rouge ». Dans la mesure où le fascisme était antiparlementaire, antidémocratique, le **communisme** apparaissait comme un des défenseurs de la démocratie menacée. Inversement, beaucoup de ceux qui redoutaient la révolution sociale promise par le communisme se tournaient vers le fascisme.

Les relations que les Français entretiennent avec leur pays et avec l'étranger, entre 1919 et 1939, sont complexes. Un facteur d'unité toutefois : le **pacifisme**. On ne veut plus de la guerre. 1 300 000 tués, trois millions de blessés, plus d'un million d'invalides : le choc physique et plus encore, moral, de la guerre est considérable. Dans le pays se creuse chaque jour davantage le fossé entre une **bourgeoisie** et des classes moyennes affaiblies, et un **prolétariat** qui revendique la récompense de ses sacrifices, jusqu'à l'éclatement de 1936. La guerre, la crise économique, l'instabilité monétaire érodent les fortunes : la bourgeoisie devient une classe dirigeante aigrie. Dans ses rangs, nombreux sont ceux qui, répudiant la démocratie libérale, regardent avec envie les régimes autoritaires voisins.

Mais une très large **variété de *courants* pacifistes**, **sans puissant *mouvement* pacifiste.** Le plus puissant mouvement, qui n'est pas un mouvement de masse, est le **mouvement Amsterdam-Pleyel**, le noyau du Front populaire. Du côté de **la SFIO**, le débat est permanent et aigu entre partisans de la fermeté et de la paix. Les cadres du parti restent pacifistes : ils ont la conviction que rien ne vaut le sacrifice de millions de jeunes hommes. Léon Blum est déchiré entre un « lâche soulagement » et la honte. Il existe des mouvements **protestants**, comme *La Paix par le droit* ; de nombreux **catholiques** sont favorables à la SDN ; des **féministes** sont pacifistes (par exemple Louise Weiss, 1893-1983, journaliste, européenne, tiers-mondiste) ; **Alain** (voir biographie dans le dossier biographique) joue un rôle important auprès de la « jeunesse des écoles » ; le pacifisme des **instituteurs** est le

APHG

terreau de l'appel munichois de 1938 « Nous ne voulons pas la guerre ! ».

« Parallèlement au pacifisme de gauche, un **néo-pacifisme se développe de la droite au centre-gauche**. Le Parti social français (PSF) et la Fédération républicaine, très divisés, balancent entre la crainte du péril allemand et l'anticommunisme. Au sein de l'Alliance démocratique de Pierre-Étienne Flandin, la politique de fermeté envers Hitler est présentée comme inspirée par les communistes et les juifs. Son pacifisme dérive directement de sa haine du Front populaire, de la grande peur suscitée par la guerre d'Espagne et de son refus de l'alliance avec l'URSS. En fait, **une grande partie de l'opinion de droite se démobilise face aux dictatures**, qui symbolisent l'ordre et la hiérarchie, et choisissent *plutôt Hitler que Blum*. » [1]

Derrière le monarchiste Charles **Maurras**, on en vient même à **douter du destin de la patrie**. Des écrivains comme Louis-Ferdinand **Céline** (*Voyage au bout de la nuit*, 1932, *Bagatelles pour un massacre*, 1937) ou Pierre **Drieu la Rochelle** (*La comédie de Charleroi*, 1934) font l'apologie de la lâcheté, tiennent des discours antisémites ou proposent le fascisme comme antidote au bolchevisme : « ... oui... je refuse la guerre et tout ce qu'il y a dedans... Je ne la déplore pas moi... Je ne me résigne pas moi... je ne pleurniche pas dessus moi... Je la refuse tout net, avec tous les hommes qu'elle contient, je ne veux rien avoir à faire avec eux, avec elle... — Mais c'est impossible de refuser la guerre, Ferdinand ! Il n'y a que les fous et les lâches qui refusent la guerre quand leur Patrie est en danger... — Alors vivent les fous et les lâches !... » (L.F. Céline, *Voyage au bout de la nuit*).

Ces **attitudes, collectives ou individuelles, expliquent le soulagement aveugle avec lequel l'opinion française accueille les accords de Munich**. D'autant que le Front populaire a accordé les premiers congés payés et que nombre de travailleurs aspirent à la continuité d'une vie meilleure, même les plus lucides : « Je nous trouve égoïstes. On est là, heureux, tranquilles, à ne penser à rien. Puis il y a les Espagnols, les Autrichiens, les Tchèques... » (Louis Aragon, *Les communistes*).

D'autre part, au regard de l'opinion étrangère, **la France apparaît très isolée** : Londres se méfie de son impérialisme, critique son militarisme, tandis que l'Italie s'en prend à l'égoïsme de Versailles ; les Russes, de leur côté, gardent le souvenir de l'intervention et du « cordon sanitaire » ; à Washington, on s'en prend à la « légèreté » des Français. Leurs **stéréotypes** ne sont pas moins vifs, d'autant que les Français, malgré les progrès considérables des transports, voyagent peu. **Il y a peu de contacts, au total, entre Français et étrangers**. Première puissance touristique du monde en 1929 (deux millions d'entrées), la France subit ensuite les conséquences de la crise et voit ce contingent retomber à un million en 1938. Ni l'exposition coloniale de 1931, ni l'Exposition internationale de 1937 ne parviennent à inverser la tendance. Quant aux trois millions d'immigrés à la veille de la guerre, leur présence divise l'opinion.

APHG

[1] M.Vaïsse, *La Paix au XXe siècle*, Belin-sup, 2004, 222 p., p. 81.

Le cinéma tend a renforcer les stéréotypes, tandis que la radio transmet souvent une information trop schématique. Très attachée à l'image-choc et au gros titre, souvent hyper-polémique (*cf. Gringoire*), la presse française n'est pas vraiment un instrument de culture et d'information. Même *Le Temps*, considéré comme le quotidien le plus sérieux, ne supporte pas la comparaison avec le *Times* britannique. **C'est au livre qu'il faut demander une vision plus élargie du monde.** livres scientifiques, et, plus encore, récits de voyages ou romans. André Siegfried décrit les États-Unis et le Canada, Malraux, au fil des *Conquérants* (1928), de *La condition humaine* (1933), de *L'Espoir* (1937), montre la Chine en révolution et l'Espagne de la guerre civile, tandis que les écrivains-diplomates (Claudel, Giraudoux, Paul Morand), rapportent leurs impressions de l'étranger. La littérature, comme le théâtre, sont souvent les lieux de manifestation des préoccupations dominantes : le 21 novembre 1935, au théâtre de l'Athénée, sous la direction de Louis Jouvet, est représentée pour la première fois la pièce de Jean Giraudoux, *La guerre de Troie n'aura pas lieu*. En pleine affaire éthiopienne, une pièce pacifiste ne pouvait être reçue par les spectateurs que comme une œuvre d'actualité.

Il **existe une propagande étrangère qui se manifeste avant tout dans la presse**. L'Italie finance des journaux fascisants, tel *Le Franciste* de Marcel Bucard, ou *L'Émancipation nationale*, organe du Parti populaire français (PPF) de Jacques Doriot (voir biographie dans le dossier biographique). Elle possède la *Revue hebdomadaire*, tente d'acheter *L'Ami du peuple* de François Coty, obtient même **l'atténuation de l'italophobie** dans certains journaux radicaux, telle *La Dépêche de Toulouse* de Maurice Sarraut (voir biographie dans le dossier biographique) qui, au moment de la guerre d'Éthiopie, critique la politique des sanctions.

En France, la réapparition du danger allemand à partir de 1933 ne provoque pas d'élan national semblable à celui qui avait précédé la Grande Guerre. Certes, des partisans de la fermeté apparaissent partout — *cf.* l'évolution de Romain Rolland — mais d'autres préoccupations absorbent le pays : 1936 a réveillé l'inquiétude sociale. Chez un grand nombre de Français, le sentiment du péril extérieur est éclipsé par la hantise du communisme, contre lequel les régimes autoritaires semblent une protection plus efficace que la démocratie parlementaire. Pire, le fascisme italien a la sympathie des ligues : désormais, pour beaucoup, l'idée d'une solidarité avec Mussolini, voire, pour une minorité, avec Hitler, paraît naturelle. Les partis de gauche et les syndicats sont, en revanche, hostiles aux dictatures, menace pour la « liberté du monde ». Cet affrontement des idéologies antagonistes divise profondément l'opinion française au moment de la **guerre d'Espagne**. Paralysé par les remous de l'opinion, conscient de sa faiblesse démographique, le gouvernement français pratique, en fait, dans le domaine des relations internationales, la même stratégie défensive que l'état-major sur le plan militaire. Toutefois, les **événements de l'année 1939 provoquent une évolution de l'opinion publique** française, qui ne constitue

APHG

plus un obstacle insurmontable à une politique de fermeté à l'égard de l'Allemagne.

Tout au long des années trente, redoutant l'isolement, **la politique française ne veut pas se dissocier de la politique britannique d'apaisement**, qu'elle suit parfois à contrecœur, mais l'exclusive maintenue par la Grande-Bretagne à l'égard des pays de l'Est place la France dans une situation délicate vis-à-vis de ses alliés d'Europe centrale. **En fait, la France n'a pratiquement plus de politique extérieure indépendante vis-à-vis de la « gouvernante anglaise » (expression du grand historien Jean-Baptiste Duroselle)**.

APHG

III. LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE

1er septembre 1939 : les troupes allemandes envahissent la Pologne, mobilisation générale française
2 septembre : vote des crédits militaires
26 septembre : dissolution du PCF et des organisations annexes
4 octobre : désertion de Thorez
8 octobre : arrestation de députés communistes

1940 :
20 janvier : vote de la déchéance des députés communistes
22 mars : formation du gouvernement Reynaud
3 avril : condamnation à des peines de prison des ex-députés communistes
18 mai : remaniement ministériel : Pétain vice-président du Conseil
19 mai : Weygand remplace Gamelin comme généralissime
10 juin : le gouvernement quitte Paris
18 juin : appel du général de Gaulle
22 juin : armistice de Compiègne
28 juin : le gouvernement britannique reconnaît de Gaulle comme « chef des Français libres »
29 juin : le gouvernement quitte Bordeaux pour Vichy
10 juillet : vote des pleins pouvoirs constitutionnels à Pétain
22 juillet : ralliement des Nouvelles-Hébrides à la France libre
28 septembre : ralliement de la grande majorité de l'AEF à la France libre
3 octobre : 1er statut des juifs
24 octobre : rencontre de Montorie Pétain-Hitler
11 novembre : manifestation d'étudiants et de lycéens l'Arc de Triomphe
1er décembre : 1er numéro de *Libération-Nord* (Christian Pineau)

1941 :
2 juin : 2e statut des juifs
22 juin : invasion de l'URSS
21 août : Fabien abat l'aspirant Moser au métro Barbès

1942 :
16-17 juillet : rafle du Vel' d'hiv'

1943 :
27 mai : fondation du CNR
8 août : capitulation de l'Italie

1944 :
2 juin : le CFLN devient le GPRF, reconnu par les alliés le 23 octobre
6 juin : débarquement de Normandie
10 juin : massacre d'Oradour
20 juin : assassinat de Jean Zay
19-26 août : libération de Paris
23 septembre : décret d'incorporation des FFI dans l'armée

1945 :
25 janvier-12 février : Yalta, sans la France
11 mars : proclamation de l'indépendance du Viêt-nam et du Cambodge
8-9 mai : capitulation allemande
16 mai : la France devient membre permanenent du Conseil de Sécurité de l'ONU
5 juin : la France obtient une zone d'occupation en Allemagne
5 octobre : un corps expéditionnaire débarque à Saigon
20 novembre : ouverture du procès de Nuremberg

[1946] :

APHG

10 janvier : 1ère assemblée générale de l'ONU 20 janvier : démission de De Gaulle

Voir la base et j'ajoute l'apport de Patrick Buisson, *1940-1945. Années érotiques*, Livre de Poche 32299 & 32300, 2008, 796 & 734 p., tout en **réservant ts les aspects sexuels et autres pour le GÉS-10**. *Gender History* de Guerre, État, société, en France de 1851 à 1945 :

La guerre en 1939-1940 :

- en 1939, une armée de pères de familles
- Promu commissaire à l'Information le 26 juillet 1939, Jean Giraudoux s'emploie à enluminer l'image un peu ternie de la nation en armes, exercice périlleux auquel répugnent son esthétisme raffiné et ses anciennes convictions pacifistes
- « drôle de guerre » : l'expression vient de Roland Dorgelès. En allemand : la « guerre assise » (*Sitzkreig*). Un sénateur américain : *Phoney War*.
- en **juin 1940** :

* un décrochage de l'appareil d'État
* la rivalité entre « femmes d'influence » : « chacun a son égérie attitrée et même parfois titrée », Paul Reynaud a pour maîtresse la comtesse Hélène de Portes, Édouard Daladier, ministre de la Défense et de la Guerre la marquise Marie-Louise de Crussol, Georges Mandel, min. de l'Intérieur, l'actrice Béatrice Bretty. De Portes se comporte en véritable cabinet , infléchissant la politique de Reynaud dans un sens favorable à l'armistice. Tout cela est connu de l'oponion publique ; de bons républicains voient dans l'influence de ces femmes sans mandat et sans légitimité une coupable dérive du régime, une inacceptable perversion des institutions démocratiques ; les communistes surfent sur le lisier de la « décadence bourgeoise ». Le transfert en Touraine puis à Bordeaux accentue l'aspect de décomposition de la société
* « entrée » des troupes allemandes à Paris, dans les villes, dans les villages importants, un défilé répété autant de fois que nécessaire

l'exode :

- un « abîme régressif » : une « descente aux enfers », au fil des kilomètres, la vie est progressivement ramenée aux besoins vitaux, manger, boire, dormir, les frontières morales deviennent de + en + floues, permissivité, nivellement social ; mots de « troupeau », « transhumance », « animalité », « bestialité », etc.
- atmosphère de grandes vacances, surtout pour les enfants et les adolescents, qui bénéficient de la perte de « poids » des adultes. Daniel, antihéros du roman de Jean-Paul Sartre *La Mort dans l'âme*, exprime l'ivresse que procure ce sentiment d'une liberté toute neuve, d'un monde sans attaches, d'une soc. sans surveillance
- fuite éperdue d'une partie de l'armée française

l'occupation :

APHG

- l'heure allemande, en avance d'1h sur l'heure d'été française
- change particulièrement avantageux pour les soldats allemands >>> des « doryphores » qui raflent tout, particulièrement parfums, bas de soie, cravates, sacs à main, etc.
- le Quartier latin en oct.-nov. 1940 : le 25 oct. de nombreux étudiants de la Sorbonne quittent le cours du prof. Rouvière pour protester contre la présence de trois officiers allemands dans l'amphithéâtre ; le 30 oct., la nouvelle de l'arrestation de Paul Langevin, physicien du CVIA, fait à nouveau monter la tension ; le 8 nov. première manifestation de l'Occupation, au coin de la rue Soufflot ; le 11 nov. la bien connue manif. d'étudiants et de lycéens (dont de LLG) à l'Étoile

Vichy :

- voir la bio. de Pétain dans le dossier bio. Sera précisé (sur le plan sexuel…) dans le cours GÉS-10. Notons tt de suite que « Le militaire marié, père de famille, catholique convaincu, issu d'une famille maurrassienne, frotté de lectures barrésiennes, il est à Londres et il se nomme… Charles de Gaulle » (p. 152)
- sous la houlette de Darlan : un deuxième Vichy, beaucoup – réactionnaire et + nettement pro-allemand
- le retour de Pierre Laval, le 18 avril 1942, avec le titre de président du Conseil, qu'il cumule avec les ministères de l'Intérieur, des AÉ et de l'Information, consacre ce virage et marque un nouveau recul des influences croisées des maurrassiens et de la droite catholique au sein du gouvernement

D.L. : La victoire de 1945 : **paradoxe**, la France devient membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU

APHG

© Dominique Lejeune pour l'Association des Professeurs d'Histoire et Géographie